



Régine Perron

Histoire du multilatéralisme II

L'organisation du bloc occidental
dans la compétition économique (1958-1963)

CRMHM1 · II Chapitre 4

Cet ouvrage s'inscrit dans la continuité du précédent, intitulé : *Histoire du multilatéralisme. L'utopie du siècle américain de 1918 à nos jours*, et retrace les décisions prises par les présidences Eisenhower et Kennedy, comme leurs conséquences sur le système multilatéral. Pour la première fois, des gouvernements américains communiquent ouvertement le déficit de leur balance des paiements – évalué à 4 milliards de dollars par Eisenhower. Dans le cadre de la compétition lancée par Khrouchtchev, un tel déficit extérieur ne représentait-il pourtant pas une menace pour la puissance américaine et l'avenir du « monde libre » ? La balance des paiements concentre en effet tous les critères de la puissance devenus classiques en histoire des relations internationales : les éléments économiques, financiers, militaires et politiques.

En réalité, le « monde libre » ne s'est pas écroulé sous le poids de la dette, ni même désorganisé après 1989. Au contraire, la chute du monde soviétique a été considérée comme la victoire du système multilatéral, libéral et capitaliste face au modèle communiste. Il faut donc croire que l'annonce de ce déficit, en 1960, associée à la mise en place d'une politique néo-libérale dans le cadre multilatéral, inaugurerait en fait une nouvelle diplomatie économique, qui dure encore : le déficit extérieur américain atteint aujourd'hui 16 000 milliards de dollars et fait partie du quotidien.

Régine Perron, maître de conférences, est habilitée à diriger des recherches en histoire des relations internationales à l'université de Cergy-Pontoise. Membre du laboratoire de recherches AGORA (ex-CICC), elle est membre associé au Centre Roland Mousnier (UMR 8596) de Sorbonne Université.



ISBN :
979-10-231-3326-4

Crédit photo : Rencontre du président John F. Kennedy et de l'ancien président général Dwight D. Eisenhower à Camp David, 22 avril 1961. © Robert Knudsen (White House Photograph) / John F. Kennedy Presidential Library and Museum (Boston).

<http://pups.paris-sorbonne.fr>

HISTOIRE DU MULTILATÉRALISME II

Dernières parutions

- La vierge et le Roi*
Damien Tricoïve
- Devenir japonais. La mission jésuite au Japon (1549-1614)*
Hélène Vu Thanh
- Partager le monde. Rivalités impériales franco-britanniques (1748-1756)*
François Ternat
- France-Japon, regards croisés. Mélanges en mémoire de Terushi Hara*
Dominique Barjot & Patrick Fridenson (dir.)
- De part et d'autre du Danube : l'Allemagne, l'Autriche et les Balkans de 1815 à nos jours. Mélanges en l'honneur du professeur Jean-Paul Bled*
Mathieu Dubois & Renaud Meltz (dir.)
- Les stratégies de l'échec. Enquêtes sur l'action politique à l'époque moderne*
Marie Barral-Baron, Marie-Clarté Lagrée & Mathieu Lemoine (dir.)
- Aluminium. Du métal de luxe au métal de masse (XIX^e-XX^e siècle)*
Dominique Barjot & Marco Bertilorenzi
- Histoire du multiculturalisme. L'utopie du siècle américain de 1918 à nos jours*
Régine Perron
- Cités humanistes, cités politiques (1400-1600)*
Denis Crouzet, Élisabeth Crouzet Pavan & Philippe Desan (dir.)
- Les Habsbourg et l'argent*
Jean Bérenger
- La Politique de l'histoire en Italie. Arts et pratiques du réemploi (XIV^e-XVII^e siècle)*
Caroline Callard, Élisabeth Crouzet-Pavan & Alain Tallon (dir.)
- Frontières religieuses dans le monde moderne*
Francisco Bethencourt & Denis Crouzet (dir.)
- Les Maîtres du comptoir : Desgrand père et fils. Réseaux du négoce et révolutions commerciales (1720-1878)*
Jean-François Klein
- Le corps des esclaves de l'île Bourbon. Histoire d'une reconquête*
Prosper Eve
- Chrétiens et Ottomans de Malte et d'ailleurs*
Alain Blondy
- La Faveur et la Gloire. Le maréchal de Bassompierre mémorialiste (1579-1646)*
Matthieu Lemoine (dir.)
- L'entreprise et sa mémoire. Mélanges en l'honneur de Maurice Hamon*
Didier Bondue (dir.)
- Les frères d'Eichtal*
Hervé Le Bret
- Pierre Chaunu historien*
Jean-Pierre Bardet, Denis Crouzet & Annie Molinié-Bertrand (dir.)
- L'union du Trône et de l'autel ? Politique et religion sous la Restauration*
Matthieu Brejon de Lavergnée & Olivier Tort (dir.)

Régine Perron

Histoire du multilatéralisme II

L'organisation du bloc occidental dans
la compétition économique (1958-1963)



Ouvrage publié avec le soutien du laboratoire de recherche AGORA
de l'Université de Cergy-Pontoise et du Centre Roland Mousnier
de Sorbonne Université

Les SUP sont un service général de la faculté des Lettres de Sorbonne Université

ISBN de l'édition papier : 979-10231-0589-6
© Presses de l'université Paris-Sorbonne, 2018

© Sorbonne Université Presses, 2023

Maquette et réalisation : Gaëlle Bachy
d'après le graphisme de Patrick Van Dieren

Adaptation numérique : Emmanuel Marc Dubois/3d2s

SUP

Maison de la Recherche
Sorbonne Université
28, rue Serpente
75006 Paris

Tél. (33) 01 53 10 57 60

sup@sorbonne-universite.fr

<http://sup.sorbonne-universite.fr>

À Robert et Henriette Perron

LISTE DES ABRÉVIATIONS

| | |
|----------|---|
| AELE : | Association européenne de libre-échange |
| AID : | Agence internationale de développement |
| AIIB : | Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures |
| BIRD : | Banque internationale de reconstruction et de développement |
| BIS : | Banque des règlements internationaux |
| CEA : | Council of Economic Advisers |
| CECA : | Communauté européenne du charbon et de l'acier |
| CEE : | Communauté économique européenne |
| CEPAL : | Commission économique pour l'Amérique latine de l'ONU |
| CNUCED : | Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement |
| DAG : | Development Assistance Group |
| DLF : | Development Loan Fund |
| EAMA : | États africains et malgache associés |
| ECA : | European Cooperation Administration |
| FAO : | Food and Agriculture Organization |
| FED : | Fonds européen de développement |
| FMI : | Fonds monétaire international |
| GATT : | General Agreement on Tariffs and Trade |
| ICA : | International Cooperation Administration |
| IDA : | International Development Association |
| OCDE : | Organisation de coopération et de développement économique |
| OECE : | Organisation européenne de coopération économique |
| OIC : | Organisation internationale du commerce |
| OMC : | Organisation mondiale du commerce |
| ONU : | Organisation des Nations unies |
| OTAN : | Organisation du traité de l'Atlantique nord |
| PAC : | Politique agricole commune |
| PAM : | Programme alimentaire mondial |
| PTOM : | Pays et territoires d'outre-mer |
| TEC : | Tarif extérieur commun |
| UE : | Union européenne |
| UEO : | Union de l'Europe occidentale |
| UEP : | Union européenne des paiements |
| UER : | Union européenne de réserve |

DEUXIÈME PARTIE

**L'Europe de l'Ouest et le « déficit
impérial » de la balance des
paiements américaine (1961-1963)**

Après avoir considéré dans la première partie le point de vue américain sur le déficit de la puissance du « monde libre » et moteur du multilatéralisme, cette deuxième partie est consacrée au principal partenaire qu'est l'Europe de l'Ouest. Dès lors que les Européens (et les Japonais) ont été désignés par le président Eisenhower comme les principaux responsables de l'état de la balance des paiements américaine, ils ont désormais l'obligation de s'en préoccuper. Si David P. Calleo parle de l'« économie impériale » des États-Unis à partir de la décennie 1960 jusqu'à nos jours, il devient aussi « impérial » pour les Européens de réduire ce déficit¹.

Dans ce contexte, les contacts entre les partenaires américain et européen se renforcent pour établir une véritable coopération économique et financière. Cela se passe dans les cadres institutionnels du multilatéralisme : le FMI à Washington voit la création du groupe des Dix (G10), la Banque des règlements internationaux (BIS) à Bâle accueille pour la première fois au début des années 1960 les responsables américains gouvernementaux, l'OCDE fait travailler tous les pays industrialisés sur les questions financières et économiques au sein d'un groupe de travail appelé WP-3. Ainsi, « le gouvernement consultera d'une manière active et poursuivra les grands objectifs à travers ses représentants dans les organisations internationales comme l'OCDE, le FMI, et les autres organisations internationales appropriées, et aussi d'une manière directe² ».

Le travail organisé à travers ces instances multilatérales a pour objectif d'amener tous ces pays à s'y insérer davantage et à favoriser la prise en compte par tous du problème numéro 1, qui est le déficit américain. On peut dès lors parler d'internationalisation ou encore mieux de multilatéralisation de ce déficit.

Cette deuxième partie retrace les relations diplomatiques entre les Européens et les Américains dans le cadre monétaire et financier. Sans réécrire les pages d'histoire connues sur le FMI, il s'agit surtout de montrer ces relations sous un autre angle, qui est celui du renforcement du multilatéralisme. Alors que

1 David P. Calleo, *The Imperial Economy*, Massachusetts/London, Harvard University Press, 1982.

2 NA, RG 56, GHW : *Briefing Memorandum on Lucio's Call on Leddy*, de D. W. Curtis (Bureau de la finance internationale, département du Trésor), 24 mars 1961.

l'historiographie les présente comme un simple rapprochement des deux partenaires, il en ressort que cela va plus loin. Quelles sont les réactions, les solutions ou les réticences de la Commission européenne de la CEE et des gouvernements des Six pour participer à la réduction de la balance des paiements américaine?

Le discours de John F. Kennedy du 4 juillet 1962, où il propose aux Européens un partenariat égal avec les États-Unis, permet de donner une autre coloration à ce partage du fardeau, alors considéré comme obligatoire par Eisenhower. La formule du partenariat se fonde en effet sur une coopération volontaire et non obligatoire, ce qui permet d'envisager sous un angle différent les relations transatlantiques. Ainsi, elle paraît plus diplomatique à l'égard des Européens. Elle ne les désigne plus comme responsables du déficit aux yeux du monde entier.

118 Du partage du fardeau, on passe dès lors à une coopération transatlantique renforcée sur les sujets délicats, comme la stabilité monétaire internationale et les dépenses publiques extérieures. Une autre coopération se met parallèlement en place, liée à ce même enjeu : la croissance économique des pays membres de l'OCDE. Cet objectif permettra de relancer les exportations des pays industrialisés, de redynamiser l'économie américaine, pour assurer aussi une meilleure défense du dollar, en tant que monnaie internationale. Quel sera le résultat de cette coopération atlantique, devenue de plus en plus multilatérale?

IMPLIQUER LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE

Dès qu'il s'agit de la politique monétaire internationale, il est habituel de citer les travaux de Robert Triffin, économiste belge et professeur à l'université de Yale aux États-Unis. Celui-ci a en effet proposé un plan de réforme du système monétaire international. Dans son ouvrage paru en 1960, *Gold and the Dollar Crisis*, R. Triffin tire le signal d'alarme sur les conséquences possibles d'une grave crise monétaire, si une réforme n'est pas envisagée pour enrayer ce cercle vicieux lié au dollar et à la production d'or insuffisante. Pour lui, les États-Unis ne pourront garantir sans cesse la parité du dollar par rapport à l'or.

La réforme que propose R. Triffin consiste concrètement à créer une banque internationale, avec une nouvelle monnaie internationale et qui deviendrait la monnaie officielle de réserve. En fait, elle reprend dans ses grandes lignes le plan de Keynes présenté en 1943. On pourrait faire remarquer que le FMI a justement pour tâche de remplir cette mission de banque internationale. Dans les faits, il ne la remplit pas puisqu'il a été assigné à l'octroi de crédits aux pays en difficultés. Mais ce sont les États-Unis qui remplissent le rôle de banque internationale, en ayant le dollar ainsi que le marché des capitaux de New York. Sous Eisenhower, le département du Trésor rejette la proposition de réforme de R. Triffin en 1960, et à nouveau en 1961. Selon le nouveau secrétaire du Trésor de Kennedy, Douglas Dillon : « [...] le plan Triffin n'est pas faisable ; il demande une révision des accords du FMI, nécessitant l'approbation des différentes législatures, ce qui serait très difficile¹ ».

Ce chapitre se concentre sur une page de l'histoire du système de Bretton Woods, c'est-à-dire au moment où la dévaluation du dollar se pose pour la première fois en 1960. La coopération transatlantique est alors envisagée pour maintenir sa valeur et aussi pour financer le déficit des États-Unis. La relation entre les deux partenaires principaux, les États-Unis et l'Europe de l'Ouest, prendra-t-elle la forme d'une coopération égale ou d'une « alliance de raison » ?

1 NA, RG 56, GHW : *Memorandum of the Conversation between Governor Schweitzer of the Banque de France, French Ambassador Alphand, the Secretary of Treasury Dillon, and Griffin from the Office of the International Finance*, 6 mars 1961.

Dès la fin de 1959, la CEE note un changement d'attitude des États-Unis à cause de leur déficit et cherche tout d'abord à le retracer chronologiquement. Le premier de ces changements a commencé avec le discours du secrétaire du Trésor au FMI, Robert B. Anderson, le 30 septembre 1959. Il dénonce le traitement discriminatoire que connaissent les États-Unis au niveau du commerce et des paiements. Puis, le 26 octobre 1959, le FMI et le GATT reprennent ces arguments. Le lendemain, le sous-secrétaire d'État d'Eisenhower, Douglas Dillon, insiste sur la responsabilité européenne, dans un discours du 27 octobre 1959 au GATT, et propose le partage du fardeau aux pays d'Europe de l'Ouest et au Japon. Ce dernier prononce un autre discours le 29 octobre, dans le cadre des relations entre les États-Unis et le Japon, où il les menace de rétorsions s'ils ne suppriment pas leurs discriminations à l'égard des États-Unis. Enfin, le secrétaire d'État d'Eisenhower, Christian A. Herter, insiste dans son discours prononcé le 16 novembre 1959 au National Foreign Trade Council, à New York, sur la responsabilité de ces pays industrialisés et espère un changement d'attitude de leur part². Il en ressort clairement que ces discours ont été coordonnés entre les responsables américains, pour faire valoir les discriminations que connaissent les États-Unis, cela au moment même où la CEE se met en place avec un nouveau TEC.

Les propositions de la Direction générale des Affaires économiques et financières de la CEE

C'est dans ce contexte précis que François Bobba, directeur des Affaires économiques et financières de la CEE (communément appelée DG II) contacte Robert Triffin, qui vient de faire connaître son point de vue, afin de lui demander conseil. Signalons que François (ou Franco) Bobba est un personnage central dans la Commission européenne : diplomate italien de carrière, il a participé aux négociations sur le traité de Rome. Il a formé un couple décisionnel avec Robert Marjolin, vice-président de la Commission européenne sur les mêmes questions³.

Les questions relatives à la situation de la balance des paiements des États-Unis commencent à intéresser de très près nos autorités monétaires et nos ministres

2 CE (FI), CM2/1959, n° 611 : Assemblée parlementaire européenne, *Communication aux membres de la Commission de la politique commerciale et de la coopération économique avec les pays tiers de l'APE concernant l'attitude des États-Unis à l'égard des problèmes de politique commerciale en liaison avec le développement de la balance américaine des paiements*, 3 décembre 1959, Luxembourg.

3 Archives historiques de l'UE, *ConsHist.com*, Histoire interne de la Commission européenne 1958-1973 (entretien avec Umberto Stefani, par Michel Dumoulin et Sylvie Cailleau), université catholique de Louvain [en ligne : <http://apps.eui.eu/HAEU/OralHistory/pdf/INT761.pdf>, consulté le 16 septembre 2015, accès réservé].

des Finances. Comme vous le verrez, l'alarme que vous avez lancée au début de l'été n'est pas restée sans écho ; sans parler des fluctuations de l'or sur les marchés d'Europe qui, à part les considérations techniques, pourraient constituer un problème en soi, si elles manifestaient la tendance à se développer⁴.

Par ailleurs, il est intéressant de noter le changement de ton entre la réponse préparée par la DG II de François Bobba en novembre 1960 : « La balance des paiements des États-Unis, conformément à une politique initialement recherchée par les pouvoirs publics américains, a encouru des déficits presque ininterrompus depuis une dizaine d'années⁵ », et la version finale en décembre 1960 : « Les États-Unis ont encouru des déficits de balance des paiements presque ininterrompus depuis dix ans environ⁶ ». La responsabilité des États-Unis dans leur déficit, pointée dans la première version, a disparu dans la dernière, comme s'il s'agissait de respecter cette alliance de raison entre la CEE et leur principal partenaire.

Les rapports de la DG II permettent de saisir le regard européen sur ce déficit américain et confirment, en grande partie, les causes mises en valeur dans la première partie de cet ouvrage.

Pour la première fois depuis la fin de la guerre, cette année [1958] voyait s'étendre à l'ensemble des pays industrialisés une baisse de conjoncture, jusque-là apanage à peu près exclusif des États-Unis. Pour la première fois aussi, le niveau de la demande à l'intérieur des pays industrialisés autres que les États-Unis, en présence d'une capacité de production ayant depuis longtemps déjà dépassé le niveau d'avant-guerre, n'agissait plus comme un frein sur les exportations. Les conditions de concurrence, sur les différents marchés du monde, y compris celui des États-Unis, se trouvaient profondément changées⁷.

Cette citation éclaire le nouveau contexte économique, qui apparaît à l'aube des années 1960 : la reconstruction en Europe est terminée, et un nouveau cycle commence sur une base compétitive plus égale entre les pays industrialisés. Eisenhower l'avait perçu auparavant, en demandant à revoir la politique économique extérieure en fonction de ces nouveaux défis.

4 CE, BAC 26-1969 n° 719 : DG II, Lettre à Robert Triffin (New Haven, États-Unis), de François Bobba (directeur de la DG II), 7 novembre 1960. La réponse de R. Triffin n'a pas été trouvée dans les archives.

5 CE, BAC 26/1969, n° 179 : DG II, *Résumé : La situation des paiements extérieurs des États-Unis*, joint à la lettre du 7 novembre 1960 citée ci-dessus.

6 CE, BAC 565/1965, n° 167 : DG II, *Rapport sur la situation de la balance des paiements des États-Unis et des relations internationales de paiements*, décembre 1960/janvier 1961.

7 CE, BAC 26/1969, n° 179 : *Résumé : La situation des paiements extérieurs...*, *op. cit.* Les citations suivantes sont extraites du même document.

Au sein de la CEE, on considère que l'augmentation des dépenses gouvernementales des États-Unis, les sorties excessives de capitaux américains privés aussi bien à long terme qu'à court terme, ont aussi contribué à aggraver le déficit américain, cela d'autant plus qu'il a semblé soudain. « Jusqu'à la présente année [1960], cette augmentation a principalement intéressé les capitaux à long terme. C'est à partir de 1956 que cet environnement, dont les motifs n'ont pas encore été analysés de façon exhaustive, a commencé à être important ». Les sorties des investissements à long terme se sont en effet amplifiées, grâce aux faveurs fiscales accordées par Eisenhower en 1955 aux entreprises américaines, œuvrant à l'extérieur.

122

Quant aux capitaux américains à court terme, la différence des taux d'intérêt entre New York et les places européennes paraît être la cause, mais : « ... [elle s'est] accrue au cours de la présente année [1960] par des politiques monétaires en sens opposé, destinées d'ailleurs à s'appliquer à des situations conjoncturelles sensiblement différentes. Tant que cette situation durera, il n'y a pas lieu de s'attendre à un renversement des mouvements de capitaux à court terme ». Ainsi, les capitaux américains, à court terme et libres de mouvement, choisissent l'Europe de l'Ouest pour des bénéfices rapides. Cependant, la convertibilité des monnaies européennes depuis 1958 a aussi encouragé ce vaste mouvement de capitaux, comme on peut le voir : « le retour à la convertibilité des principales monnaies utilisées dans les relations économiques internationales avait rendu possibles de vastes mouvements internationaux de capitaux à court terme. De tels mouvements étaient susceptibles de constituer un danger pour l'équilibre monétaire des États qui seraient affectés par des transferts massifs de fonds spéculatifs⁸ ».

Le **tableau 14** permet de mieux évaluer la différence des taux d'intérêt entre les États-Unis et l'Europe de l'Ouest au cours de l'année 1960.

D'après ce tableau, les taux d'escompte ont baissé en Europe de l'Ouest d'environ 1 % (sauf en Allemagne : 1,5 %), alors que celui des États-Unis a augmenté dans la fourchette de 1 % au cours de l'année 1960. Quant aux autres pays, la différence a été ramenée à la fin de 1960 à 0,5 % par rapport aux États-Unis (sauf en Belgique qui réserve son taux d'escompte à ses exportations). Le constat est que le marché des capitaux de Londres est attractif et qu'un ajustement des taux d'intérêt d'environ 1 % s'est effectué au cours de l'année 1960, probablement à la demande du Trésor américain sous Eisenhower.

8 Lazar Focsaneanu, « La modification des statuts du Fonds monétaire international et la création des droits de tirage spéciaux », *Annuaire français de droit international*, vol. 15, 1969, p. 499.

Tableau 14. Évolution des taux d'escompte en 1960 et rendement des bons du Trésor (octobre 1960) (en pourcentage)

| | Taux d'escompte (début 1960) (en %) | Bons du Trésor (octobre 1960) (en %) |
|-------------------------|---|---|
| Suisse | 2 | 1,00* |
| États-Unis | 4 (10 juin : 3,5 ; 12 août : 3) | 2,43 |
| Italie | 3,5 | |
| Pays-Bas | 3,5 | 1,96 |
| France | 4 (6 octobre : 3,5) | 4,53* |
| Belgique | 4 (4 août : 5) | 4,75* |
| Allemagne | 4 (3 juin : 5 ; 10 novembre : 4 ; janvier 1961 : 3,5) | 5,42 |
| Royaume- Uni | 5 (23 juin : 6 ; 27 octobre : 5,5 ; 8 décembre : 5) | 5,37 |

Note : « * » indique le taux de l'argent au jour le jour.

Source : CE, BAC 565/1965 n° 167 : tableau extrait du rapport de décembre 1960/janvier 1961 (source : FMI) et CE, BAC 26/1969 n° 179 : tableau extrait du résumé du 7 novembre 1960.

Par conséquent, l'harmonisation des taux d'intérêt est plutôt sur la bonne voie, à l'exception de la Grande-Bretagne. Pour les bons du Trésor, la différence entre ces pays se situe toujours entre 2 et 3 points, ce qui n'est pas non plus négligeable aux yeux des capitaux américains. Ces remarques confirment les calculs réalisés du côté américain, dans la première partie de cet ouvrage en ce qui concerne le taux d'intérêt du dollar.

Au vu de ces analyses, la DG II de la CEE en 1960 n'est guère optimiste pour résoudre le problème du déficit pour les États-Unis :

[...] Dans l'état actuel des dépenses gouvernementales, il ne faut pas s'attendre à une disparition du déficit des États-Unis, au cours du premier semestre 1961, même dans deux hypothèses favorables dont la réalisation est tout à fait incertaine à l'heure actuelle : celle d'un arrêt des exportations de capitaux à court terme et celle d'un excédent de la balance commerciale aussi large qu'en 1960⁹.

La DG II a très bien identifié les causes de ce déficit américain : les sorties des capitaux à court terme et la diminution de la balance commerciale l'ont

9 CE, BAC 26/1969, n° 179 : *Résumé : La situation des paiements extérieurs...*, op. cit.

aggravé d'une manière plus importante en 1959 que les années précédentes. Quant à la solution de la dévaluation du dollar, la DG II ne la juge pas utile car : « [...] l'existence d'un déséquilibre provenant d'une surévaluation du rapport de change entre le dollar et la plupart des autres monnaies est largement improbable¹⁰ ». Cela signifierait-il que la DG II considère le dollar à son juste niveau ?

Toutefois, la DG II met en lumière les effets pervers de la spéculation sur le dollar : « [...] si un raffermissement de la confiance dans le dollar intervenait, certains des pays de l'Europe occidentale actuellement créditeurs pourraient avoir à faire face à des perturbations provenant du reflux des capitaux privés américains, et plus particulièrement des avoirs accumulés ces derniers temps sous forme liquide¹¹ ». C'est pourquoi l'Allemagne, par exemple, a insisté auprès des États-Unis pour ne pas le dévaluer, comme nous le verrons plus loin dans cette partie.

124

Sur cette question, Robert Marjolin, vice-président de la CEE, affiche la même position : « Il [Marjolin] a toujours été profondément convaincu qu'une dévaluation du dollar en valeur or aurait des conséquences désastreuses, financière, économique et politique. Il est déprimé par le fait que l'Europe de l'Ouest est convaincue que cela arrivera bien assez vite, sans considérer si c'est une bonne chose¹² ». C'est à ce niveau-là que le déficit de la balance des paiements américaine concerne aussi bien les Européens que les Américains à cause de leur interdépendance, les uns en excédent et les autres en déficit. Mais les mesures doivent être prises en fonction des Européens qui, justement, ne veulent pas d'une dévaluation du dollar. C'est tout l'enjeu du partage de la stabilité financière demandée par les États-Unis, même si les causes du déficit américain sont clairement identifiées de part et d'autre. Un accord implicite existera dès lors entre les deux partenaires sur ce sujet. Quelles sont les solutions envisagées du côté de la CEE pour aider les États-Unis à résoudre leur déficit ?

Dans le court terme, il s'agit d'harmoniser les taux d'intérêt entre New York et les autres places, de partager le fardeau au niveau des dépenses militaires et de l'aide au développement, « [...] de la conclusion d'accords portant sur la conversion de balances dollars en or¹³ », comme l'ont demandé les États-Unis. Sur ce dernier point :

La conclusion d'accords intéressant la conversion des balances dollars en or soulève des problèmes délicats sur divers plans : celui de la gestion des avoirs

¹⁰ *Ibid.*

¹¹ CE, BAC 565/1995, n° 167 : *Rapport sur la situation...*, *op. cit.*

¹² JFK, NSF : Télégramme au secrétaire d'État, de Butterworth (Bruxelles) 23 juillet 1962.

¹³ CE, BAC 26/1969, n° 179 : *Résumé : La situation des paiements extérieurs...*, *op. cit.* Les citations suivantes sont extraites du même document.

des Banques centrales, celui de la législation monétaire américaine, et celui du système monétaire régional européen (AME). Il semble que de tels accords ne pourraient être qu'officieux *et secrets* ¹⁴.

Aux yeux de la DG II, le recours à l'assistance du Fonds monétaire international, conformément aux accords de Bretton Woods, est envisageable si les mesures précédentes ne peuvent être mises en place. Ici, la DG II touche du doigt un sujet sensible du côté du Trésor américain, qui a toujours refusé cette éventualité. Mais elle reconnaît le risque psychologique d'une telle démarche : « Tout recours au FMI par les États-Unis pourrait déclencher certaines réactions psychologiques susceptibles d'annuler, en raison de leurs conséquences sur le plan de la spéculation contre le dollar, les avantages d'un tel recours ». Toutefois, « l'utilisation du FMI par les États-Unis – qui portera peut-être un coup au prestige des États-Unis – soulignerait le caractère international de cette organisation et le besoin de partager les aides militaires et économiques supportées par les États-Unis pendant de nombreuses années¹⁵ ».

Même si le FMI dispose de ressources limitées (2,5 milliards de dollars en or à la fin de 1960), la DG II vise à renforcer son caractère international afin que cette institution remplisse sa tâche : aider les États-Unis à rétablir leur déficit. On s'aperçoit que l'analyse de la situation par la DG II, et par son directeur général F. Bobba, rejoint celle de R. Triffin sur la nécessité de renforcer le FMI pour mieux garantir le système monétaire international. Cela signifie aussi de retirer ou plutôt de diminuer le rôle de banquier international dévolu aux États-Unis, telle est la position européenne face aux États-Unis. Lequel des deux partenaires possède une vision véritablement multilatérale ?

Pour conclure sur ce rapport de la DG II : « si, par ailleurs, les États-Unis devaient revenir à une politique d'équilibre strict de leurs comptes extérieurs, un appoint nécessaire à la satisfaction des besoins de liquidités disparaîtrait¹⁶ ». Il ne serait donc pas utile de pourvoir les États-Unis en dollars pour résoudre leur déficit à la condition de réduire drastiquement leurs dépenses extérieures, ce qui signifierait par exemple une baisse des importations. Mais la CEE serait-elle prête à accepter par conséquent une restriction de leurs exportations vers les États-Unis pour les aider à réduire leur déficit ?

Cette présentation des positions de la plus importante Direction générale au sein de la Commission européenne permet de saisir le point de vue européen sur le déficit américain. En général, son analyse est écoutée et ses décisions

¹⁴ Souligné par l'auteur : mention ajoutée à la main sur le rapport.

¹⁵ NA, RG 56, Fowler : Rapport à Coombs, *The Acceleration of the Gold Outflow (première version)*, d'Alan R. Holmes, 19 septembre 1960.

¹⁶ CE, BAC 565/1995, n° 167 : *Rapport sur la situation...*, *op. cit.*

respectées. La DG II et son directeur, Franco Bobba, sont sensibles au plan Triffin pour valoriser le rôle du FMI, bien qu'il ait été rejeté par les États-Unis en 1960.

Les réponses des ministres des Finances des Six et du Comité monétaire de la CEE

Sur la base des positions de la DG II, les ministres des Finances des pays membres de la CEE prennent l'initiative de répondre à la directive d'Eisenhower du 17 novembre 1960 au cours de leur réunion du 13-14 janvier 1961 à La Haye, à laquelle sont aussi invités les gouverneurs des Banques centrales européennes. Quelle sera la position des États membres de la CEE? En effet elle n'est pas toujours semblable à celle de la Commission européenne.

126

Ce Conseil des ministres des Finances suggère un éventuel contrôle des capitaux par les États-Unis, la correction «des faveurs fiscales perverses» et le recours au FMI en tirant des monnaies étrangères. De leur côté, ces ministres acceptent le remboursement anticipé des dettes et la coordination des taux d'intérêt entre les États-Unis et l'Europe, selon les vœux des États-Unis¹⁷. Le Conseil va peut-être plus loin que la DG II ou alors il précise les mesures adéquates dans le cadre d'une nouvelle coopération avec les États-Unis, sur la base d'un «donnant-donnant». Cependant, les pays membres proposent des mesures considérées comme «hérétiques» de l'autre côté de l'Atlantique : le contrôle des capitaux et le recours au FMI. Malgré tout, ces ministres ont : «décidé que le ministre des Finances des Pays-Bas, de leur part, devrait communiquer d'une manière informelle une lettre au secrétaire du Trésor. [...] des contacts informels et réguliers ne soulèveraient pas constamment de problèmes de publicité par la presse sur ces sujets monétaires sensibles». Cette réponse à la Directive d'Eisenhower de novembre 1960 et datée de janvier 1961 est pourtant décalée dans le temps, puisque Kennedy a été élu entre-temps président des États-Unis (novembre 1960).

Quant au Comité monétaire de la CEE, sa conclusion s'aligne sur celle des ministres des Finances et elle insiste surtout sur le recours au FMI par les États-Unis. «Le Comité pense qu'il serait légitime d'envisager une intervention du Fonds monétaire international et qui ne serait pas considérée, par les pays européens, comme une preuve de faiblesse, mais plutôt comme l'intervention normale d'un organisme dont le rôle est précisément de faire face à de telles

¹⁷ NA, RG 56, GHW : Mémoire au secrétaire Dillon, *Hague Meeting of the EEC Finance Ministers and Expected Letter from Minister Zijlstra of the Netherlands*, de John M. Leddy (département du Trésor), 3 février 1961 ; *Briefing memorandum, Call by the Netherlands Ambassador on Secretary Dillon, Friday 10, at 11:00 a. m.*, de D. W. Curtis (Department of Treasury), 9 février 1961. Les citations suivantes proviennent du même document.

situations de crise [...]»¹⁸. Toutes les autorités monétaires et financières liées à la CEE présentent un point de vue commun, mais qui se situe à l'opposé de celui de leur partenaire américain : les États-Unis devraient recourir au FMI pour résoudre le déficit de leur balance des paiements. Quelle sera la solution de compromis ?

Pour revenir à la lettre confidentielle des ministres des Finances de la CEE, elle est remise le 10 février 1961 au nouveau secrétaire du Trésor de Kennedy, Douglas Dillon, par l'ambassadeur des Pays-Bas aux États-Unis. Le contenu de cette lettre est très intéressant, car l'éventualité d'une dévaluation du dollar est rejetée : « les six ministres des Finances ont tous approuvé le point de vue du gouvernement américain qu'un changement de parité du dollar ne serait en aucun cas justifié et devrait être par conséquent rejeté¹⁹ ». Ni la CEE ni les États-Unis, personne ne veut supporter les conséquences de la dévaluation du dollar, en dépit de la spéculation qui a lieu sur le marché de Londres. De même, le fait que les États-Unis choisissent de ne pas imposer de restrictions à leurs importations rassure l'Europe. Cela permet de maintenir le niveau élevé des exportations européennes vers les États-Unis. En échange, les six ministres des Finances acceptent de procéder à la suppression des discriminations contre les produits américains et de coordonner leurs efforts pour l'aide au développement²⁰.

Le partage du fardeau présenté par les États-Unis est finalement bien reçu par l'Europe de l'Ouest, même si les véritables causes du déficit américain sont bien identifiées. Il s'agit en fait d'un échange de services entre les Européens et les Américains. Pour autant, les Européens ont-ils abandonné leur souhait de voir le rôle du FMI se renforcer ?

Le point de vue de la CEE sur le discours de Kennedy du 6 février 1961

Pendant ce temps-là, la Direction générale des Affaires économiques et financières de la CEE étudie le discours du nouveau président, John F. Kennedy, qui est largement diffusé au sein de la Commission européenne sur instruction de Robert Marjolin²¹.

18 CE, BAC 565/1995, n° 167 : *Rapport sur la situation...*, *op. cit.* Le Comité monétaire de la CEE est composé d'un représentant de la direction du Trésor et de la Banque centrale par État-membre et de deux représentants de la Commission.

19 NA, RG 56, GHW : Aide-Mémoire (du ministre des Finances des Pays-Bas), 10 février 1961, Washington DC, *attached to Views of Common Market Financial Authorities on US Dollar and Balance of Payments, Department of Treasury*, 13 février 1961.

20 *Ibid.*

21 CE, BAC 26-1969, n° 719 : *Note aux membres de la Commission, Message du président Kennedy au Congrès au sujet de la balance des paiements des États-Unis*, du secrétariat de la Commission de la CEE, 20 mars 1961.

Dans l'ensemble, deux impressions se dégagent du discours du président Kennedy : 1) Sur le plan intérieur, la nouvelle Administration prend des mesures modérées, dont l'incidence protectionniste est assez faible ; [...]. 2) La nouvelle Administration paraît désireuse de relancer la coopération monétaire et financière entre les pays industrialisés afin de parvenir à un équilibre général et concerté²².

Toutefois, la DG II observe que Kennedy est plus favorable à la réforme de Triffin, alors qu'Eisenhower l'a toujours rejetée.

Le texte paraît ici suivre d'assez près la présentation générale du programme auquel le professeur Triffin a attaché son nom. Il admet, en effet, que la croissance des transactions internationales rend désirable une certaine croissance des réserves monétaires internationales et que, dans l'avenir, il ne sera peut-être plus possible ou souhaitable d'y parvenir par le développement des balances dollars ou sterling. Il envisage un renforcement des institutions monétaires internationales et surtout du Fonds monétaire international²³.

On peut supposer que le CEA, plutôt proche des thèses de R. Triffin, a encouragé Kennedy à suivre cette voie. Serait-ce alors une autre solution envisagée par le nouveau gouvernement de Kennedy ?

Quant au déficit américain, la DG II considère qu'il a été financé au cours de l'année 1960 par des sorties d'or, de l'ordre de 2 milliards de dollars, et par les avoirs liquides en dollars à l'étranger. C'est pourquoi il n'est plus question pour les États-Unis de continuer à financer leur déficit en utilisant leurs réserves d'or, surtout lorsque les sorties de capitaux privés à court terme l'aggravent de l'ordre de 2,4 milliards de dollars²⁴. Dès lors, que penser de l'avenir ? Il dépend de l'évolution des mouvements de capitaux à court terme, toujours à la recherche des taux d'intérêt favorables sur les places financières, et aussi de l'évolution de « la crise latente de la livre sterling ». La DG II sera-t-elle entendue ?

Ainsi, la CEE accepte en juillet 1961 la demande des États-Unis d'une coopération immédiate des ministres des Finances de la CEE et des Banques centrales européennes, afin de soutenir le dollar et la livre sterling (ce qui donnera le Pool de l'or en octobre 1961). De même, elle accède à la demande de rembourser aux États-Unis, de manière anticipée, les dettes contractées au lendemain de la guerre (ce qui se fera en 1962), ainsi que de réduire leurs

²² CE, BAC 26-1969, n° 179 : *Note à l'attention du secrétaire exécutif François Bobba*, 22 février 1961.

²³ *Ibid.*

²⁴ CE, BAC 26-1969, n° 719 : DG II, *Évolution récente et perspectives de la balance des paiements et de la conjoncture aux États-Unis*, 7 juillet 1961.

taux d'intérêt²⁵. Toutefois, elle n'a pas du tout apprécié les réévaluations des monnaies nationales européennes, le deutschemark et le florin, faites en mars 1961 à la demande des États-Unis, et sans son accord²⁶. Néanmoins, la dévaluation du dollar ainsi que les restrictions budgétaires au niveau des importations américaines ne seront plus abordées. Par contre, est laissé en suspens le rôle du FMI.

La panoplie de ces mesures à court terme demandées par les États-Unis, et appliquées par les pays membres de la CEE, permettra-t-elle de réduire le déficit de la balance des paiements américaine? Certes, non. Cependant, elle aura pour conséquence d'établir, à terme, une coopération monétaire et financière plus étroite avec les États-Unis, pendant une grande partie des années 1960. Elle a surtout permis de retarder la dévaluation du dollar, qui s'est finalement produite en 1971, soit dix ans plus tard. Cet événement a eu lieu à ce moment-là sous Nixon, parce qu'il a correspondu à la fin de cette coopération transatlantique.

LES « EXPÉDIENTS À COURT TERME »

L'économiste Barry Eichengreen a qualifié ces mesures, mises en place par le gouvernement de Kennedy, d'expédients à court terme qui n'ont rien résolu²⁷. D'autres mesures financières ont été mises en place par le département du Trésor de Kennedy, mais elles ne seront pas étudiées ici, comme les achats européens de matériel militaire américain, l'« Opération twist », les « bons Roosa », la taxe d'égalisation d'intérêt et les opérations de change extérieures. Toutefois, l'ensemble de ces mesures a impliqué encore davantage les Européens dans le financement du déficit américain.

La réévaluation du deutschemark (mars 1961)

Selon l'accord conclu avec le gouvernement américain, l'Allemagne réévalue sa monnaie le 5 mars 1961, afin d'équilibrer les échanges commerciaux entre les deux pays. Plutôt que de dévaluer le dollar, les États-Unis ont préféré l'inciter à réévaluer sa monnaie.

En novembre 1960, le sous-secrétaire du Trésor d'Eisenhower, George H. Willis, déclare en effet :

25 CE BAC 26-1969, n° 719 : DG II, *Balance des paiements des États-Unis (développements récents et perspectives)*, 13 janvier 1962.

26 CE, BAC 26-1969, n° 719 : DG II, 7 juillet 1961, *op. cit.*

27 Barry Eichengreen, *From Benign Neglect to Malignant Preoccupation: US Balance-of-Payments Policy in the 1960s*, Washington, DC, NBER, « Working Paper » n° 7630, mars 2000, p. 18.

Le Fonds monétaire international a pour fonction de mettre des freins à la dépréciation de change compétitive. [...] Cette provision est en fait morte largement grâce à nos efforts pour éviter qu'elle ne s'applique à nous. Je crois que cette approche est beaucoup plus préférable, qui consisterait en une pression internationale sur les pays en excédent pour que leurs monnaies soient évaluées. Il ne me semble pas que cette évaluation soit sujette aux mêmes critiques du point de vue international quant à la dépréciation en termes du commerce international compétitif²⁸.

Cette remarque met en lumière la position adoptée par les États-Unis : inciter les pays excédentaires à réévaluer leur monnaie, pour la simple raison qu'ils sont en mesure de supporter la perte de change occasionnée. Quelle est la contrepartie, s'il en existe une ?

Mais dans un communiqué public, le secrétaire du Trésor D. Dillon considère cette réévaluation comme une étape modeste qui : « n'a pas fait de mal et ne devrait pas être une excuse pour l'Allemagne de ne pas faire plus sur les autres fronts²⁹ ». Cette réflexion malheureuse a fait grand bruit dans la presse allemande :

À la conférence de presse donnée par Erhard, Etzel et Blessing, le gouvernement de la République fédérale a déclaré que cette réévaluation a été faite pour protéger la stabilité des prix en Allemagne. [...] On a aussi déclaré que ni les États-Unis ni un autre gouvernement n'ont exercé de pression sur l'Allemagne, et que l'Allemagne assumait ses responsabilités en ce qui concerne l'aide au développement et la défense³⁰.

L'Allemagne estime en effet que les propos du Trésor américain ont aggravé la situation, en lançant une spéculation en vue d'une seconde réévaluation du deutschemark³¹. L'affaire remonte alors jusqu'à Kennedy, qui fait une mise au point diplomatique par télégramme auprès du gouvernement allemand :

Le président a indiqué qu'il était sûr que le Trésor n'avait pas l'intention de créer des problèmes avec sa déclaration. Il ne l'avait pas vue à l'avance. Il aurait simplement dit que l'action allemande était utile. [...] Après la discussion avec Grewe (l'ambassadeur allemand aux États-Unis), le président a exprimé sa déception au département qu'en dépit de [leur] conversation [...], les

28 NA, RG 56, GHW : Mémorandum pour le secrétaire du Trésor, *Position on Deutsche Mark Revaluation*, de George H. Willis, 16 novembre 1960.

29 NA, RG 56, GHW : Memorandum of Conversation with Deputy Governor Schweitzer..., *op. cit.*

30 NA, RG 56, GHW : Département du Trésor, Mémorandum, *The Revaluation of German Deutsche Mark*, 7 mars 1961.

31 JFK, NSF : S. Gruson, « Bonn Says US Impaired Effect of Revaluing Mark », *New York Times*, 13 mars 1961, *attached with Telegram from Bonn*, 13 mars 1961.

commentaires allemands (en particulier la communication officielle du 13 mars) continuent de s'en plaindre³².

Cet incident révèle surtout le manque de diplomatie bien connu du secrétaire du Trésor Dillon³³.

Le remboursement anticipé des dettes aux États-Unis (1962)

C'est le sous-secrétaire du Trésor américain, Robert V. Roosa, qui a proposé cette mesure afin de mettre en circulation les dollars accumulés dans les caisses des Banques centrales des pays européens. Le but est d'éviter de gonfler le volume des dollars en circulation, pour contenir l'inflation américaine et maintenir la valeur du dollar. C'est pourquoi les remboursements des prêts accordés dans le cadre du plan Marshall, avant la fin de l'échéance, permettront d'atteindre cet objectif. Par ailleurs, il ne s'agit pas, semble-t-il, des contrats contractés pendant la guerre³⁴.

Cette mesure symbolise-t-elle le nouveau partenariat atlantique, tel que l'a proposé Kennedy dans son discours du 4 juillet 1962 ? Si l'on considère les propos de George Ball, sous-secrétaire d'État, adressés au président Kennedy, cela semble relatif : « Je suis sérieusement préoccupé par la façon dont nos alliés occidentaux considèrent le problème actuel des finances mondiales comme seulement un cas de faiblesse du dollar plutôt qu'un problème commun au partenariat atlantique auquel vous vous êtes référé dans votre discours du 4 juillet. ³⁵ ».

Même si elle coopère avec les États-Unis, l'Europe de l'Ouest semble réticente à considérer ce problème du déficit comme le sien. Toutefois, la demande de remboursement par les États-Unis contient une condition officieuse. Celle-ci consiste à obtenir de la part de ces pays européens qu'ils diffèrent leurs conversions de dollars en or. Cela ressemble à un contrôle officieux de sorties d'or américain.

Par exemple, l'Italie passe un accord avec le secrétaire Dillon pour un remboursement anticipé, de l'ordre de 178,6 millions de dollars, à la fin de juillet 1962. Ce remboursement en dollars comprend exactement un prêt du plan Marshall et trois autres prêts pour l'achat de surplus de produits agricoles

32 JFK, NSF : Télégramme à l'ambassade américaine à Bonn, de Dean Rusk (secrétaire d'État), 15 mars 1961.

33 Barry Eichengreen et Francis J. Gavin ont aussi souligné ce trait de caractère de Dillon dans leurs ouvrages.

34 Herman Van der Wee, *Histoire économique mondiale 1945-1990*, Louvain-la neuve, Academia/Duculot, 1990.

35 JFK, NSF : *Memorandum for the President from George Ball, The Under-Secretary of State, Visit of French Finance Minister*, 18 juillet 1962.

des États-Unis dans le cadre de la PL 480³⁶. Douglas Dillon déclare alors avec satisfaction :

L'arrivée des dollars en juillet n'aidera pas seulement notre balance des paiements dans l'ensemble et de base pour le troisième trimestre de cette année, mais s'ajoutera aussi aux recettes budgétaires de l'année fiscale 1963. [...] Le remboursement anticipé a été possible à cause de la position très forte de la balance des paiements de l'économie italienne et de l'augmentation rapide des réserves italiennes. À travers cet accord de remboursement, nous pouvons différer les achats d'or par l'Italie aux États-Unis³⁷.

132 Quant à la France, son ministre des Finances, Valéry Giscard d'Estaing, confirme le remboursement anticipé des prêts américains en accord avec le président, le général de Gaulle et le Premier ministre, Georges Pompidou. Il s'agit des trois prêts du plan Marshall, qui s'élèvent à 209,7 millions de dollars et d'un autre prêt, d'un montant de 83,7 millions de dollars, accordé le 13 juillet 1946 par la Banque d'import-export des États-Unis, dans le cadre de la reconstruction de guerre. Le total s'élève à 294 millions de dollars³⁸. Mais la Banque de France veut acheter de l'or en juillet, en plus du montant mensuel par mois de 25 à 30 millions de dollars³⁹. Le Trésor américain réussira-t-il à la persuader de différer ces achats d'or ? Toujours est-il que D. Dillon déclare publiquement en 1962 : « la Banque de France va acquérir 110 millions d'or des États-Unis⁴⁰ ».

Ces remboursements anticipés des prêts s'inscrivent dès lors dans le cadre d'un renforcement de coopération. Mais ils ne contribuent pas vraiment à réduire le déficit de la balance des paiements américaine. L'essentiel de cette mesure consiste, en fait, à ne pas augmenter le montant des liquidités internationales, grâce à la remise en circulation de ces dollars.

LES INQUIÉTUDES DE LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE (1962-1963)

Toujours d'après la Direction générale des Affaires économiques et financières de la CEE : « l'expérience de la fin de l'année 1960 a montré que le dollar n'était plus à l'abri de brusques mouvements de spéculation susceptibles de menacer le système monétaire occidental. Or, depuis cette date, le rapport entre le stock

36 JFK, NSF : *Prepayment of Italian Debt to the United States*, mai 1962.

37 *Ibid.*

38 JFK, NSF : Télégramme au secrétaire d'État, de Fancis G. Gavin (ambassadeur américain à Paris), 3 juillet 1962.

39 *Ibid.*

40 JFK, NSF : Télégramme à l'ambassade américaine à Paris, de Dean Rusk (secrétaire d'État), 9 juillet 1962.

d'or des États-Unis et ses dettes liquides n'a cessé de se détériorer⁴¹». En 1962, on retrouve le problème qu'a soulevé Robert Triffin deux ans plus tôt.

La persistance du déficit américain

D'après le **tableau 15**, si les possesseurs des avoirs liquides en dollars à l'étranger décident, tous ensemble, en septembre 1961, de demander aux États-Unis de convertir en or 19,8 milliards de dollars, selon l'obligation faite par les accords de Bretton Woods, ces derniers ne pourraient pas le faire. Il leur manquerait environ 2 milliards de dollars en or. Un tel mouvement est-il réellement envisageable?

Tableau 15. Réserves d'or et dettes à court terme des États-Unis (situation en fin de période)
(en milliards de dollars)

| | 1959 | 1960 | 1961 | | |
|-----------------------------|------|------|------|-----------|-----------|
| | | | Juin | Septembre | Décembre |
| Stocks d'or | 19,5 | 17,8 | 17,6 | 17,5 | 16,9 |
| Dettes à court terme | 17,3 | 18,9 | 18,9 | 19,8 | <i>nd</i> |

Note : « *nd* » indique que les données ne sont pas disponibles.

Source : CE, BAC 26-1969 n° 719 : DG II, *Balance des paiements des États-Unis (développements récents et perspectives)*, 13 janvier 1962.

La coopération des Banques centrales européennes portera sur ce point, en échelonnant les conversions de dollars en or dans le temps. Plus particulièrement, comme cela a été vérifié, elle se manifeste en gardant plus longtemps ces avoirs en dollars dans leurs caisses, même si cela ne semble pas s'être fait nécessairement dans le cadre des remboursements anticipés des dettes aux États-Unis.

Par ailleurs, la DG II considère, en 1962, le déficit américain comme désormais permanent et rejoint désormais la position du gouvernement américain, soit un an plus tard : « il est plus vraisemblable que les États-Unis continueront dans les toutes prochaines années à encourir des déficits qui ne dépasseront pas la moyenne des 3,5 milliards de dollars des années 1958 à 1960, mais qui se situeront bien au-delà du montant moyen de 500 millions de dollars considéré comme supportable pendant une longue période⁴² ».

Mais il est un autre aspect inquiétant : il concerne l'augmentation des sorties d'or des États-Unis en 1962. La DG II a pointé l'année précédente cette situation, comme une des principales causes du déficit américain.

⁴¹ CE, BAC 26-1969, n° 719 : 13 janvier 1962, *op. cit.*

⁴² *Ibid.*

[...] L'hypothèque qui pèse sur la situation des paiements extérieurs des États-Unis en raison des dangers provenant des sorties de capitaux à court terme de caractère spéculatif ou liée à des différences de taux d'intérêt a été allégée (mise en œuvre de nouvelles techniques d'intervention sur le marché des changes, coopération internationale accrue, etc.), mais elle n'a peut-être pas disparu⁴³.

Comment supprimer cette épée de Damoclès au-dessus des États-Unis ? En effet, les conséquences se traduiraient immédiatement en Europe de l'Ouest, comme au moment de la crise de 1929. « Il semblerait, tout compte fait, que c'est dans la direction d'une amélioration sensible de la balance commerciale que les plus grandes possibilités de redressement puissent être recherchées⁴⁴ ». La DG II rejoint aussi la position du Trésor américain sur les méthodes à adopter. Malgré les mesures financières à court terme, les États-Unis feront toujours face aux sorties de capitaux, car libres de mouvement.

Ici, la DG II soulève un point sensible, qui a valu de très nombreuses disputes entre les départements du Trésor et du Commerce des États-Unis. Le Trésor américain a en effet exigé du Commerce une nouvelle présentation de la balance des paiements américaine en 1962. Le secrétaire du Commerce, Luther H. Hodges, a refusé, car cela équivaut, à ses yeux, à trahir la confiance de tout le monde. En 1962, le déficit américain atteint 2,2 milliards, ce que la DG II considère comme surprenant. Lorsque cette dernière a repris l'ancienne présentation de la balance des paiements des États-Unis de 1961, le déficit américain s'élevait à 2,796 milliards de dollars en 1962, soit presque 3 milliards au lieu des 2,2 milliards annoncés par le département du Commerce⁴⁵. En tenant compte des sorties imprévisibles des capitaux à court terme, la DG II prévoit que le déficit américain en 1963 et 1964 se situera à 3 milliards de dollars au lieu de 2,5 milliards⁴⁶. Cette différence de 500 millions de dollars n'est pas négligeable dans les esprits.

La solvabilité des États-Unis en question

Même si l'inquiétude au sein de la CEE est très vive sur la situation américaine, le sentiment dominant est qu'on ne peut éviter d'appliquer ces expédients à court terme, recommandés par le département du Trésor américain. Comme le plan Triffin a été rejeté, il s'ensuit un certain attentisme à ce moment-là du

⁴³ CE, BAC 26-1969, n° 719 : DG II, *Question II: Die neuesten Entwicklungen der amerikanischen Zahlungsbilans, Réponse*, 5 juin 1962.

⁴⁴ *Ibid.*

⁴⁵ CE, BAC 144-1992, n° 318 : DG II, Note, *Évaluation des déficits de balance de paiements des États-Unis*, 20 mars 1963.

⁴⁶ CE, BAC 144-1992, n° 318 : DG II, *Problèmes intéressant le financement des déficits éventuels des États-Unis en 1963-64*, document attaché à la note citée précédemment.

côté européen, même si, en 1963, Jean Monnet essaye de réactiver son projet de Fonds européen de réserve⁴⁷.

Néanmoins, est de nouveau soulevé, au sein de la DG II, le possible recours au FMI par les États-Unis. « Devrait-on envisager, de concert avec les autorités américaines, un recours au Fonds monétaire ou aux accords d'emprunts ?⁴⁸ » Il s'agit des accords généraux d'emprunts inaugurés en 1962, qui stipulent que les pays membres du FMI acceptent de lui prêter 6 milliards de dollars⁴⁹. Or, la balance des paiements de la Grande-Bretagne sera, selon les prévisions, en déficit en 1964. Dans ce cas, « les pays membres devraient-ils procéder d'ores et déjà, entre eux, à une discussion de la question du concours que requerrait un appel aux ressources internationales en question ?⁵⁰ ». La Commission européenne l'étudiera⁵¹ en 1964.

47 Régine Perron, « Le discret projet d'intégration monétaire européenne de 1963 à 1968 », dans Wilfried Loth (dir.), *Crises and Compromises. The European Project 1963-1969*, Baden-Baden, Nomos-Verlag, 2001, p. 345-367.

48 CE, BAC 144-1992, n° 318 : DG II, *Problèmes intéressants...*, *op. cit.*

49 Harold James, *International Monetary Cooperation since Bretton Woods*, Washington DC, Oxford University Press/FMI, 1996.

50 CE, BAC 144-1992, n° 318 : 20 mars 1961, note attachée, *op. cit.*

51 CE, BAC 144-1992, n° 263 : DG II, *Projet de procès-verbal de la dix-neuvième réunion des ministres des Finances des pays de la CEE tenue à Amsterdam les 20 et 21 juillet 1964*, 2 septembre 1964.

GLOSSAIRE

Bilatéralisme : Accord exclusif entre deux pays. Ce système a longtemps caractérisé les régimes soviétique et nazi ; il a été particulièrement combattu par le département du Trésor des États-Unis en Europe de l'Ouest au lendemain de la guerre. Le risque d'un accord bilatéral est, pour l'un des partenaires, d'être confronté à l'insolvabilité de l'autre. De nos jours, on assiste à une recrudescence d'accords commerciaux bilatéraux en-dehors de l'OMC.

Coopération régionale (caractérisée soit par la zone, soit par l'association, ou encore par l'accord de libre-échange) : Elle est plus libérale que l'intégration régionale (voir ci-dessous). La zone de libre-échange ne s'occupe que de la suppression des barrières douanières et de la libre circulation des marchandises entre les pays membres. Pour cela, elle ne cherche pas à unifier les marchés nationaux en un seul, puisque ces pays membres gardent toute leur souveraineté nationale. Le modèle par excellence est l'Association de libre-échange du Nord de l'Amérique (ALENA).

Coopération internationale : Mode de relations diplomatiques entre les États au sein d'une organisation internationale, qui préserve leur souveraineté et leurs frontières nationales.

Intégration régionale (caractérisée par le Marché commun ou la communauté) : Elle vise à intégrer des marchés nationaux pour en former un seul, dans le cadre institutionnel d'une région. Ce mode atteint une homogénéité tant dans les normes adoptées par les pays membres que dans la cohérence de leurs politiques économiques. Cette intégration régionale, en général économique, est particulièrement caractérisée par la concession d'une partie plus ou moins importante de la souveraineté nationale des pays membres. Le modèle par excellence est l'Union européenne (UE).

Libéralisation : La libéralisation des échanges vise à les favoriser dans le sens d'un accroissement du libéralisme. Cela se traduit par une ouverture des échanges encore plus importante grâce à la baisse des tarifs douaniers et des obstacles invisibles.

Multilatéralisation : Il s'agit d'un concept né pour marquer la fin de la guerre froide et dépasser les antagonismes idéologiques. Il vise à expliciter le concept de mondialisation, très critiqué et vague, et par là même à le remplacer. Il précise en effet que le point de départ est le système multilatéral de 1945 à nos jours et que le mot *fin* n'est pas encore écrit. Il introduit aussi la question de l'interaction entre l'institution, l'État et le marché. Enfin, il induit que le capitalisme est en cours de mutation au cours de cette période, puisqu'il se démarque du capitalisme industriel du XIX^e siècle aux années de la Grande Dépression. Il met aussi en valeur la diffusion dans l'espace de ce système international, en partant des États-Unis et de l'Europe de l'Ouest, vers l'Asie, le Pacifique, l'Afrique et le monde entier après 1989.

296

Multilatéralisme (aussi appelé « nouvel ordre économique mondial ») : N'étant pas une théorie économique, le multilatéralisme est une doctrine fondée sur un équilibre, ou une moyenne, entre le libéralisme d'Adam Smith et l'interventionnisme de John Keynes. Il a été conçu par Cordell Hull et son équipe après la crise de 1929 et pendant la Seconde Guerre mondiale, au sein du gouvernement américain de Franklin D. Roosevelt. Il a été mis en place à partir de 1945 et s'appuie sur les institutions multilatérales (internationales, comme l'ONU, l'OMC, le FMI, l'OIT..., et régionales, comme l'Union européenne, l'Union africaine, le MERCOSUR, l'ASEAN, etc.). Ces institutions sont définies par des principes moraux : la non-ingérence, la non-discrimination et le respect des droits individuels. Les pays adhérant à ce système international sont liés par l'intérêt mutuel ou la réciprocité, afin de réaliser « l'ordre au-dessus du chaos » sur une base ternaire et égalitaire : la paix et la sécurité, la prospérité et le bien-être.

Régionalisme : Qualifie le mouvement qui cherche à organiser institutionnellement un groupe de pays, afin d'obtenir une certaine autonomie dans la gestion de leur région, que ce soit sur le mode de la coopération ou celui de l'intégration.

Stabilité/stabilisation : Mot-clé du multilatéralisme et objectif de la politique étrangère des États-Unis après-guerre. La stabilité s'obtient par paliers : la stabilité économique mène à la stabilité sociale puis à la stabilité politique.

Unilatéralisme : Il consiste à imposer aux autres pays des règles de jeu qui n'ont pas été négociées au niveau multilatéral (définition proposée par Jean-Marc Siroën, « L'unilatéralisme des États-Unis », *AFRI*, vol. 1, 2000, p. 570-582).

SOURCES

SOURCES MANUSCRITES

Publiques

Archives nationales des États-Unis, College Park (Maryland) :

- RG 40 General records of the Department of Commerce, 1960-1965
 Office of the Secretary, Luther Hodges
 Files of the Under-Secretary of Commerce, Edward Guderman
 Executive Office of the President
 Office of the Secretary, Executive Secretariat
 Office of the Assistant Secretary for Economic Affairs, Richard
 H. Holton
 Office of Business Economics
- RG 56 General records of the Department of the Treasury, 1960-1965
 George Willis Records
 Office of the Secretary, Douglas Dillon's Files
 Dillon/Fowler's Files
 Fowler Records
 Roosa Records
 Nelson Records

Archives de la bibliothèque John Fitzgerald Kennedy, Columbia Point, Boston :

- President's Office Files, Departments and Agencies :
- AID, 1961-1963
 - Bureau of the Budget, 1961-1963
 - Commerce, 1961-1963
 - Council of economic Advisers, 1961-1963
 - Special Representative for Trade Negotiations
 - Tariff Commission
 - Treasury, 1961-1963
- National Security Files
- Regional security Series: Europe

Departments and Agencies: AID, State, Treasury
Subjects: Balance of payments and Gold
Carl Kaysen Series: Balance of Payments, Business, Economic
Policy, Foreign Aid, Trade Policy.
Boards, Committees and Commissions: Council of Economic
Advisors, National Security Council
Theodore C. Sorensen's Papers

Archives de la Commission européenne, Bruxelles :

Commission européenne :

BAC 56/1980

Secrétariat exécutif :

Procès-verbaux de la Commission

Direction générale des Affaires (Relations) extérieures :

BAC 1/1967

BAC 3/1965

BAC 3/1978

BAC 11/1993

BAC 16/1967

Direction générale de l'agriculture :

BAC 12/1968

BAC 12/1972

Direction générale des affaires économiques et financières :

BAC 26/1969

BAC 79/1982

BAC 144/1992

BAC 129/1983

Direction générale du marché intérieur :

BAC 255/1980

Direction générale de la concurrence :

BAC 062/1980

Direction générale des pays et territoires d'outre-mer :

BAC 007/1968

BAC 015/1969

BAC 25/1980

Direction des échanges :

BAC 6-1966

Archives GATT en ligne et ouvertes au public depuis 2006 :

https://www.wto.org/french/docs_f/gattdocs_f.htm

Privées

Archives de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe, Lausanne :

Archives de Robert Marjolin : ARM

SOURCES PUBLIÉES

Economic Report of the President, Transmitted to the Congress, Washington, janvier 1958.

Economic Report of the President, Transmitted to the Congress, Washington, janvier 1959.

Economic Report of the President, Transmitted to the Congress, Washington, janvier 1960.

Economic Report of the President, Transmitted to the Congress, Washington, janvier 1961.

Economic Report of the President, Transmitted to the Congress, With the Annual Report of the Council of Economic Advisers, Washington, janvier 1962.

Economic Report of the President, Transmitted to the Congress, With the Annual Report of the Council of Economic Advisers, Washington, janvier 1963.

GATT, Multilateral Trade, The Uruguay Round, Group of Negotiations on Goods (GATT), Negotiating Group on Tropical Products, *Past Negotiations and Consultations in GATT on Tropical Products*, Note by the Secretariat, 20 février 1987.

GATT, *Le Commerce international en 1957-1958*, Genève, juillet 1959.

GATT, *L'Évolution du commerce international : Rapport d'un groupe d'experts*, Genève, GATT, 1958.

US Department of State, *Havana Charter for an International Trade Organization, Including a Guide to the Study of the Charter*, Washington, 1948.

US Bureau of Census, *Historical Statistics of the United States. Colonial Times to 1970*, Washington, 1975.

BIBLIOGRAPHIE

- AARONSON, Susan A., *Trade and American Dream. A Social History of Postwar Trade Policy*, Lexington, The University Press of Kentucky, 1996.
- ABDULQAWI, Yusuf, *Legal Aspects of Trade Preferences for Developing Countries. A Study in the Influence of Development Needs on the Evolution of International Law*, Leiden, BRILL, 1982.
- AGLIETTA, Michel et MOATTI, Sandra, *Le FMI, De l'ordre monétaire aux désordres monétaires*, Paris, Économica, 2000.
- ANDREWS, Stanley, *Agriculture and the Common Market*, Iowa State University Press, 1973.
- ARROUS, Jean, *Les Théories de la croissance. La pensée économique contemporaine (3)*, Paris, Éditions du Seuil, coll. « Points Économie », 1999.
- ARTAUD, Denise, *La Fin de l'innocence. Les États-Unis de Truman à Reagan*, Armand Colin, Paris, 1985.
- ASBEEK BRUSSE, Wendy, « La libéralisation des échanges intra-européens », in Richard T. GRIFFITHS, *À la découverte de l'OECE*, Paris, OCDE, coll. historique de l'OECE, 1997.
- ASBEEK BRUSSE, Wendy, *Tariffs, Trade and European Integration 1947-1957: From Study Group to Common Market*, New York, St. Martin's Press, 1997.
- AZOULAY, Gérard, *Les Théories du développement, Du rattrapage des retards à l'explosion des inégalités*, Rennes, PUR, coll. « Didact Économie », 2002.
- BAIROCH, Paul, *Victoires et déboires. Histoire économique et sociale du XVII^e siècle à nos jours*, 3 tomes, Paris, Gallimard, coll. « Folio histoire », 1997.
- BALDWIN, David A., *Economic Statecraft*, Princeton, Princeton University Press, 1985.
- BARJOT, Dominique, *Penser et construire l'Europe (1919-1992)*, Paris, Éditions SEDES, 2007.
- BARJOT, Dominique (dir.), *Catching up with America. Productivity Missions and the Diffusion of American Economic and Technological Influence after the Second World War*, Paris, PUPS, coll. « Centre Roland Mousnier », 2002.
- BARJOT, Dominique, LESCENT-GILES, Isabelle et FERRIERE LE VAYER, Marc (de) (dir.), *L'Américanisation en Europe au XX^e siècle : Économie, Culture, Politique*, 2 vol., Centre de recherche sur l'histoire de l'Europe du Nord-Ouest, Université Charles-de-Gaulle-Lille 3, 2002.
- BARJOT, Dominique et RÉVEILLARD, Christophe (dir.), *L'Américanisation de l'Europe occidentale au XX^e siècle. Mythe et réalité*, Paris, PUPS, 2002.

- BARTENEV, Vladimir, « L'URSS et l'Afrique noire sous Khrouchtchev : la mise à jour des mythes de la coopération », *Outre-mers*, vol. 94, n° 354-355, p. 63-82.
- BASTIDON-GILLES, Cécile, BRASSEUL, Jacques et GILLES, Philippe, *Histoire de la globalisation financière. Essor, crises et perspectives des marchés internationaux*, Paris, Armand Colin, 2010.
- BECKER, William H. et MCCLENAHAN, William M. Jr., *The Market, the State and the Export-Import Bank of the United States, 1934-2000*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003.
- BEFFA, Jean-Louis, *Les Clés de la puissance*, Paris, Éditions du Seuil, 2015.
- BITSCH, Marie-Thérèse et BOSSUAT, Gérard (dir.), *L'Europe unie et l'Afrique. De l'idée d'Eurafrrique à la Convention de Lomé I*, Actes du colloque 1^{er} et 2 avril 2004, Bruxelles/Paris/Baden-Baden, Bruylant/LGDJ/Nomos-Verlag, 2005.
- BLANQUE, Pascal, *Grammatica Economica. Lecture de Keynes, Friedman et Hayek*, Paris, Économica, 2012.
- BLED, Jean-Paul, JOUVE, Edmond et RÉVEILLARD, Christophe, *Dictionnaire historique et juridique de l'Europe*, Paris, PUF, coll. « Major », 2013.
- BLOES, Robert, *Le Plan Fouchet et le problème de l'Europe politique*, Bruges, Collège d'Europe, 1970.
- BOCHET, Bernard, « Les produits primaires. L'Amérique latine et la Communauté Économique Européenne », *Tiers-Monde*, t. 5, n° 19, Amérique Latine – Europe, 1964, p. 403-426.
- BORDO, Michael D., « The Gold Standard, Bretton Woods and Other Monetary Regimes: A Historical Appraisal », *FRB Saint Louis - Review*, 1993, vol. 75, n° 2, p. 123-191.
- BORDO, Michael D., « The Bretton Woods International Monetary System: An Historical Overview », Washington DC, NBER, « Working Paper », n° 4033, 1992, p. 1-148.
- BORDO, Michael D. et EICHENGREEN, Barry, *A Retrospective on the Bretton Woods System*, Chicago, University of Chicago Press, 1993.
- BORDO, Michael, HUMPAGE, Owen F. et SCHWARTZ, Anna J., « Bretton Woods and the Decision to Intervene in the Foreign-Exchange Market, 1957-1962 », Cleveland, Federal Reserve Bank, « Working Paper », n° 06/09, 2006, p. 1-57.
- BORDO, Michael et SCHWARTZ, Anna J., *Strained Relations, US Foreign-Exchange Operations and Monetary Policy in the Twentieth Century*, Chicago, University of Chicago Press, 2015.
- BORDO, Michael, SIMARD, Dominique et WHITE, Eugene, « France and the Bretton Woods International Monetary System: 1960-1968' », in Jaime REIS (dir.), *International Monetary Systems in Historical Perspective*, London, MacMillan, 1995, p. 153-180.
- BOSSUAT, Gérard (dir.), *La France, l'Europe et l'aide au développement. Des traités de Rome à nos jours*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2013.

- BOUSSART, Jean-Marc et DELORME, Hélène (dir.), *La Régulation des marchés agricoles internationaux. Un enjeu décisif pour le développement*, Paris, L'Harmattan, 2007.
- BRISSAC-FERAL, Claude, *La Politique américaine d'aide au développement : conflits entre le Président et le Congrès (1947-1979)*, Saint-Denis/Paris, Université de la Réunion/L'Harmattan, 2001.
- BURGIN, Angus, *The Great Depression. Reinventing Free Markets since the Depression*, London/Cambridge, Harvard University Press, 2012.
- BUSSIERE, Éric, « La Banque de France et la réforme du système monétaire international : entre impératifs nationaux et solidarité des banques centrales européennes (1963-1968) », *Histoire, économie et société*, 1999, vol. 18, n° 4, p. 797-814.
- CAIRE, Guy, « L'URSS et l'aide économique au Tiers-Monde », *Tiers-Monde*, tome 1, n°4, 1960, p. 511-537.
- CALLEO, David P., *The Imperious Economy*, London/Cambridge, Harvard University Press, 1982.
- CENCINI, Alvero, *Monetary Theory. National and International*, London and New York, Routledge, 1997.
- CHATRIOT, Alain, LEBLANC, Edgar et LYNCH, Édouard (dir.), *Organiser les marchés agricoles. Le temps des fondateurs*, Paris, Armand Colin, coll. « Recherches », 2012.
- CLAVERT, Frédéric et FEIERTAG, Olivier, « Les banquiers centraux dans la construction européenne : introduction », *Histoire, Économie et Sociétés*, n°4, 2011, p. 3-9.
- CONNELL, Carol M., *Reforming the World Monetary System: Fritz Machlup and the Bellagio Group*, London, Routledge, 2015.
- COOPER, Richard N., « Trade Policy as Foreign Policy », in Robert M. STERN (dir.), *US Trade Policies in a Changing World Economy*, Cambridge, The MIT Press, 1987.
- COPPOLARO, Lucia, *The Making of the World Trading Power. The European Economic Community (EEC) in the GATT Kennedy Round Negotiations (1963-1967)*, Burlington, Ashgate, 2013.
- COTÉ, Charles-Emmanuel, « De Genève à Doha : genèse et évolution du traitement spécial et différencié des pays en développement dans le droit de l'OMC », *McGill Law Journal/Revue de droit de McGill*, vol. 56, n°1, décembre 2010, p. 115-176.
- CULLATHER, Nick, *The Hungry World. America's Cold War Battle against Poverty in Asia*, London/Cambridge, Harvard University Press, 2010.
- DAVID, Charles-Philippe, BALTHAZAR, Louis et VAÏSSE, Justin, *La Politique étrangère des États-Unis, Fondements, acteurs, formulation*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003.
- DAVID, François, *John Foster Dulles, secrétaire d'État, Cold Warrior et père de l'Europe*, Paris, PUPS, coll. « Mondes contemporains », 2011.
- DEBLOCK, Christian, « Les États-Unis et l'investissement direct étranger. Une histoire à trois temps », Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation, « Notes de synthèse », septembre 2011, p. 1-48.
- DEBLOCK, Christian, « La politique commerciale américaine. Promenade guidée dans le jardin des théories », *Recherches internationales*, n°88, 2010, p. 127-154.

- DEIGHTON, Anne, « La Grande-Bretagne et la Communauté européenne économique (1958-1963) », *Histoire, Économie, Société*, n° 1, 1^{er} trimestre 1994, p. 113-130.
- DRAMÉ, Papa et SAUL, Samir, « Le projet d'Eurafrique en France (1946-1960) : quête de puissance ou atavisme colonial ? », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 4/2004, n° 216, p. 95-114.
- DU BOIS, Pierre, *Histoire de l'Europe monétaire 1945-2005, Euro qui comme Ulysse...*, Paris/Genève, PUF/Institut de Hautes Études Internationales et du Développement, 2008.
- DUMOULIN, Michel (dir.), *Réseaux économiques et la construction européenne. Economic networks and European Integration*, Bruxelles, PIE Peter Lang, 2004.
- EBENSTEIN, Alan, *Friedrich A. Hayek: A Biography*, London, Macmillan, 2014.
- EICHENGREEN, Barry, *Exorbitant Privilege. The Rise and Fall of the Dollar*, Oxford, Oxford University Press, 2011.
- EICHENGREEN, Barry, *Globalizing Capital, A History of the International Monetary System*, Princeton/Oxford, Princeton University Press, 2^e édition, 2008.
- EICHENGREEN, Barry, *Global Imbalances and the Lessons of Bretton Woods*, Cambridge, The MIT Press, coll. « Cairoli lectures » 2007.
- EICHENGREEN, Barry, *From Benign Neglect to Malignant Preoccupation: US Balance-of-Payments Policy in the 1960s*, Washington DC, NBER, « Working Paper », n°7630, mars 2000.
- EICHENGREEN, Barry, « Le système de Bretton Woods : paradis perdu ? », *Revue d'économie financière*, « Hors-série : Mélanges pour un cinquantenaire », 1994, p. 263-276.
- EISENMANN, Pierre-Michel, « L'accord international sur le cacao », *Annuaire français de droit international*, vol. 21, 1975, p. 738-766.
- ETEMAD, Bouda, *L'Héritage ambigu de la colonisation. Économies, populations et sociétés*, Paris, Armand Colin, coll. « U », 2012.
- ETEMAD, Bouda, « L'Europe et le monde colonial. De l'apogée des empires à l'après-décolonisation », *Revue économique*, vol. 51, n°2, 2000, p. 257-268.
- EVANS, John W., *The Kennedy Round in American Trade Policy. The Twilight of the GATT?*, Cambridge, Harvard University Press, 1971.
- FEIERTAG, Olivier, « Central Banks versus Money Markets? A History of French-American Monetary Cooperation (1960-1971) », in Harold JAMES et Juan Carlos MARTINEZ OLIVA, *International Monetary Cooperation across the Atlantic*, Frankfurt, Adelman, 2008, p. 79-90.
- FEIERTAG, Olivier et MARGAIRAZ, Michel (dir.), *Les Banques centrales à l'échelle du monde/Central Banks at World Scale*, Paris, Les Presses de Sciences Po, 2012.
- FEIERTAG, Olivier et MARGAIRAZ, Michel (dir.), *Gouverner une banque centrale. Du XVII^e siècle à nos jours*, Paris, Albin Michel, coll. « Histoire de la Mission historique de la Banque de France », 2010.
- FENNEL, Rosemary, *The Common Agricultural Policy, Continuity and Change*, Oxford, Clarendon Press, 1997.

- FLANDREAU, Marc, *International Financial History in The Twentieth Century: System and Anarchy* (avec C.L. HOLTFREICH et H. JAMES), Cambridge, Cambridge University Press, 2003.
- FOCSANEANU, Lazar, « La modification des statuts du Fonds monétaire international et la création des droits de tirage spéciaux », *Annuaire français de droit international*, vol. 15, 1969, p. 490-521.
- FRANCIS, Darryl R., « The Balance of Payments, the Dollar, and Gold », St Louis, Federal Reserve Bank of St Louis, 1968.
- FRIEDMAN, Milton et SCHWARTZ, Anna J., *A Monetary History of the United States 1867 to 1960*, Princeton, Princeton University Press, 1971.
- FROOT, Kenneth A., *Foreign Direct Investment*, Chicago, Chicago University Press, 1993.
- GALEAZZI, Floriane, « Quelle place pour le régionalisme monétaire à l'OCDE ? Étude sur la coopération monétaire au sein du WP3 (1970-1987) », *Les cahiers IRICE*, 2012/1, n°9, p. 139-152.
- GAVIN, Francis J., *Gold, Dollars and Power, The Politics of International Monetary Relations, 1958-1971*, Chapel Hill, The University of North Carolina, 2004.
- GEIGER, Till, « Western Defence, Economic Cooperation and the Atlantic Paradox: Multilateralism and Governmentality in the Cold War, 1949-1960 », in Régine PERRON et Guido THIEMEYER (dir.), *Multilateralism and the Trente Glorieuses in Europe: New Perspectives in European Integration History*, Neuchâtel, Alphil, 2011, p. 177-198.
- GEIGER, Till, « NATO, Economic Security and European Integration », *Quaderni Forum*, vol. 16, 2002, p. 13-23.
- GERBET, Pierre, *La Construction de l'Europe*, Paris, Imprimerie Nationale, coll. « Notre siècle », 1983.
- GILLES-BASTIDON Cécile, BRASSEUL, Jacques et GILLES, Philippe, *Histoire de la globalisation financière. Essor, crises et perspectives des marchés financiers internationaux*, Paris, Armand Colin, coll. « U », 2010.
- GILPIN, Robert, *The Political Economy of International Relations*, Princeton, Princeton University Press, 1987.
- GILPIN, Robert, *US Power and the International Multinational Corporation. The Political Economy of Foreign Direct Investment*, New York, Basic Books, 1975.
- GOLDSTEIN, Judith, *Ideas, Interests and American Trade Policy*, Ithaca, Cornell University Press, 1994.
- GOWA, Joanne, *Closing the Gold Window. Domestic Politics and the End of the Bretton Woods*, Ithaca/London, Cornell University Press, 1983.
- GRAZ Jean-Christophe, *La Gouvernance de la mondialisation*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 2004.
- GRAZ, Jean-Christophe, *Aux sources de l'OMC. La Charte de La Havane, 1941-1950*, Genève, Librairie Droz, coll. « Publications d'histoire économique et sociale internationale », 1999.

- GRYGOWSKI, Dimitri, *Les États-Unis et l'unification monétaire de l'Europe*, Bruxelles, PIE Peter Lang, coll. « Cité européenne », 2009.
- HATAWAY, Dale E., *Agriculture and the GATT: Rewriting the Rules*, Washington DC, Institute for International Economics, septembre 1987.
- HEFFER, Jean, *Les États-Unis de Truman à Bush*, Armand Colin, Paris, col. « Cursus », 2^e éd. 1992.
- HETZEL, Robert, *The Monetary Policy of the Federal Reserve: A History*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008.
- HOFFMANN, Stanley, *Le Dilemme américain: Suprématie ou ordre mondial*, Paris, Économica, 1982.
- HUDEC, E. Robert, *Developing Countries in the GATT Legal System*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010.
- JAMES, Harold, *Making the European Monetary Union*, Cambridge, Harvard University Press, 2012.
- JAMES, Harold, *International Cooperation since Bretton Woods*, IMF, Washington DC, 1996.
- KASPI, André, *John F. Kennedy, un président, une famille, un mythe*, Bruxelles, André Versaille Éditeur, 2013.
- KATZ, Bernard S. et VENCILL, Daniel C., *Biographical Dictionary of the United States Secretaries of the Treasury, 1789-1995*, Greenwood Publishing Group, 1996.
- KAUFMAN, Burton I., *Trade and Aid, Eisenhower's Foreign Economic Policy, 1953-1961*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1982.
- KEBABDJIAN, Gérard, *Les Théories de l'économie politique internationale. La pensée économique contemporaine (5)*, Paris, Éditions du Seuil, coll. « Points Économie », 1999.
- KEYNES, John M., « The Policy of Government Storage of Food-Stuffs and Raw Materials », *Economic Journal*, vol. 48, n° 191, septembre 1938, p. 449-460.
- KINDLEBERGER, Charles, *Histoire mondiale de la spéculation financière de 1700 à nos jours, Finance, éthique, confiance*, Paris, Éditions P. A. U., 1994.
- KRUGMAN, Paul, OBSTFELD, Maurice et MELITZ, Marc, *Économie internationale*, Montreuil, Pearson France, 9^e édition 2013.
- KUNZ, Diane B., *The Diplomacy of the Crucial Decade. American Foreign Relations during the 1960s*, New York, Columbia University, 1994.
- L'HUILLIER, Jacques, *Les Organisations internationales de coopération économique et le commerce extérieur des pays en voie de développement*, Genève, Institut universitaire des Hautes études internationales, coll. « Études et travaux », n°9, 1969.
- LACHARRIERE, Guy (de), « Aspects récents du classement d'un pays comme moins développé », *Annuaire français de droit international*, vol. 13, 1967, p. 703-716.
- LARSON, Deborah Welch, *Anatomy of Mistrust. US-Soviet Relations during the Cold War*, Cornell University Press, 2000.

- LATHAM, Michael E., *Modernization as Ideology. American Social Science and "Nation Building" in the Kennedy Era*, Chapel Hill/London, The University of North Carolina Press, 2000.
- LEBOUTTE, René, *Histoire économique et sociale de la construction européenne*, Berne, Peter Lang, 2008.
- LECUYER, Christophe, « Hautes technologies et techniques de production aux États-Unis », Patrick FRIDENSON et Pascal GRISET (dir.), *Entreprises de haute technologie, États et souveraineté*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2013, p. 317-324.
- LEFFLER, Melvyn P. et PAINTER, David S., *Origins of the Cold War. An International History*, New York/London, Routledge, 2e édition 2005.
- LELART, Michel, *Le Système monétaire international*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 1991.
- LELART, Michel, *Le Dollar, monnaie internationale. Le rôle des États-Unis dans la création monétaire internationale*, Paris, Éditions Albatros, 1975.
- LEMESLE, Raymond-Marin, *La Convention de Lomé. Principaux objectifs et exemples d'actions, 1975-1995*, Centre des Hautes Études sur l'Afrique et l'Asie modernes, 1996.
- LENAIN, Patrick, *Le FMI*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 4e édition, 2004.
- LUDLOW, Piers, *Dealing with Great Britain. The Six and the First Application to the ECC*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997.
- MARJOLIN, Robert, *Le Travail d'une vie. Mémoires 1911-1986*, Paris, Robert Laffont, 1986.
- MARSEILLE, Jacques, *Empire colonial et capitalisme français. Histoire d'un divorce*, Paris, Albin Michel, 2005.
- Mc COMBIE, J. S. L. et THIRLWALL, A. P., *Economic Growth and the Balance of Payments Constraints*, Basingstoke, Palgrave MacMillan, 1993.
- MELANDRI, Pierre, *La Politique extérieure des États-Unis de 1945 à nos jours*, Paris, PUF, coll. « L'historien », 1982.
- MELTZER, Allan H., « US Policy in the Bretton Woods Era », *The Homer Jones Lecture, Review*, n°73 (mai-juin), p. 54-83.
- MELTZER, Allan H., *A History of the Federal Reserve*, Chicago, University of Chicago Press, 2003, vol. 1 : 1913-1951, 2010, vol. 2 : 1970-1986.
- MEUNIER, Sophie, *L'Union fait la force, L'Europe dans les négociations commerciales internationales*, Paris, Presses de Sciences Po, coll. « Nouveaux Débats », 2005.
- MILWARD, Alan, *The European Rescue of the Nation-State*, London, Routledge, 1992.
- MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE, *Le Rôle des ministères des Finances et de l'Économie dans la construction européenne (1957-1978), Actes du colloque tenu à Bercy les 26, 27, 28 mai 1999, Tome I*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2002.
- MIROWSKI, Philip et PLEHWE, Dieter, *The Road from Mont Pélerin. The Making of the Neoliberal Thought Collective*, Cambridge, Harvard University Press, 2009.

- MONNET, Éric, « Une coopération à la française. La France, le dollar et le système de Bretton Woods, 1960-1965 », *Histoire@Politique, Politique, culture, société*, n° 19, janvier-avril 2013, p. 83-100.
- MORAVCSIK, Andrew, « Général de Gaulle between Grain and Grandeur: the Political Economy of French EC, 1958-1970 », *Journal of Cold War Studies*, vol. 2, n° 2, Printemps 2000, p. 3-43.
- MUCCHIELLI, Jean-Louis, *Multinationales et mondialisation*, Paris, Éditions du Seuil, 1998.
- PACH, Chester J. Jr., « Introduction », Kathryn C. STATLER et Andrew L. JOHNS (dir.), *The Eisenhower Administration, the Third World, and the Globalization of the Cold War*, Lanham, Rowman and Littlefield Publishers, 2006.
- PAQUIN, Stéphane, *Théories de l'économie politique internationale. Cultures scientifiques et hégémonie américaine*, Paris, Presses de Sciences Po, coll. « Domaine Économie politique », 2013.
- PASTOR, Robert, *Congress and the Politics of US Foreign Economic Policy, 1929-1976*, Berkeley, University of California Press, 1980.
- PATERSON, Thomas G. (dir.), *Kennedy's Quest for Victory. American Foreign Policy, 1961-1963*, New York/Oxford, Oxford University Press, 1989.
- PEARCE, Kimber Charles, *Rostow, Kennedy, and the Rhetoric of Foreign Aid*, East Lansing, Michigan University Press, 2001.
- PERRON, Régine, *Histoire du multilatéralisme. L'utopie du siècle américain de 1918 à nos jours*, Paris, PUPS, coll. « Centre Roland Mousnier », 2014.
- PERRON, Régine, *The Stability of Europe. The Common Market: Towards European Integration of Industrial and Financial Markets? (1958-1968)*, Paris, PUPS, coll. « Centre Roland Mousnier », 2004.
- PERRON, Régine, *Le Marché du charbon, un enjeu entre l'Europe et les États-Unis de 1945 à 1958*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1996.
- PERRON, Régine et THIEMEYER, Guido (dir.), *Multilateralism and the Trente Glorieuses in Europe: new perspectives in European integration history*, Neuchâtel, Alphil, 2011.
- PRASHAD, Vijay, *Les Nations obscures. Une histoire populaire du tiers monde*, Montréal, Éditions Écosociété, 2009.
- RAFFINOT, Marc et VENET Baptiste, *La Balance des paiements*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 2003.
- RAGHAVAN, Chakravarthi, *Recolonisation: l'avenir du Tiers Monde et les négociations du GATT*, Paris, L'Harmattan, 1991.
- RAINELLI, Michel, *L'OMC*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 2011.
- REIS, Jaime (dir.), *International Monetary Systems in Historical Perspective*, London/New York, McMillan Press/St. Martin's Press, 1995.
- RESTA, Manlio, « Analyse d'une récession. Essai de diagnostic économique », *Revue économique*, vol. 10, n°2, 1959, p. 201-219.

- ROBSON, Peter, « La Communauté européenne et l'intégration économique régionale dans le Tiers Monde », *Tiers-Monde*, vol. 34, n° 136, 1993, p. 859-879.
- ROTHSCHILD, Robert, *Un Phénix nommé Europe, Mémoires 1945-1955*, Bruxelles, Racine, 1997.
- SCHENK, Catherine, « The Market vs the State: Capital Market Integration in the 1960s », in Régine PERRON, *The Stability of Europe*, Paris, PUPS, 2004, p. 141-157
- SCHLESINGER, Arthur M. Jr., *A Thousand Days. John F. Kennedy in the White House*, New York, Fawcett Premier, 14^e édition, 1992.
- SERFATY, Simon, *La Politique étrangère des États-Unis de Truman à Reagan. Les années difficiles*, Paris, PUF, coll. « Politique d'aujourd'hui », 1986.
- SERVAN-SCHREIBER, Jean-Jacques, *Le Défi américain*, Paris, Denoël, 1967.
- SICARD, Pierre, « Le Kennedy Round, une entreprise ambiguë », *Histoire, économie et société*, n° 1, 2003, p. 59-70.
- SICARD, Pierre, *Histoire économique des États-Unis depuis 1945*, Paris, Nathan, coll. « Histoire 128 », 1995.
- SINGER, Hans W., « La création de la CNUCED et l'évolution de la pensée contemporaine sur le développement », *Tiers-Monde*, vol. 35, n° 139, p. 489-498.
- SMITH, Tony, *America's Mission, The United States and the Worldwide Struggle for Democracy in the Twentieth Century*, Princeton, Princeton University Press, 1994.
- SORENSEN, Theodore C., *Kennedy*, New York, Smithmark, 1965.
- SOUTOU, Georges-Henri, *La Guerre de cinquante ans. Les relations Est-Ouest 1943-1990*, Paris, Fayard, 2001.
- STATLER, Kathryn C. et JONES, Andrew L. (dir), *The Eisenhower Administration, the Third World and the Globalization of the Cold War*, Lanham, Rowman and Littlefield Publishers, coll. « The Harvard Cold War Studies Book », 2006.
- STEDMAN, Daniel Jones, *Masters of the Universe. Hayek, Friedman, and the Birth of Neoliberal Politics*, Princeton/Oxford, Princeton University Press, 2012.
- STEPHANSON, Anders, *Manifest Destiny. American Expansion and the Empire of Right*, New York, Hill and Wang, 1995.
- STEWART, Patrick, *The Best Laid Plans, The Origins of American Multilateralism and the Dawn of the Cold War*, Lanham, Rowman and Littlefield Publishers, 2009.
- STRANGE, Susan, *Rival States, Rival Firms: Competition for World Market Shares*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991.
- STRANGE, Susan, « Truman's Point Four », *Year Book of World Affairs*, 1950, p. 264-288.
- THUAN, Trinh Xuan, *Le Cosmos et le Lotus. Confessions d'un astrophysicien*, Paris, Albin Michel, 2011.
- THUYBAERT, Prosper, *L'Art de la diplomatie multilatérale*, Vander, Bruxelles, 1991.
- TOBIN, James et WEIDENBAUM, Murray (dir.), *Two Revolutions in Economic Policy. The First Economic Reports of Presidents Kennedy and Reagan*, Cambridge/London, The MIT Press, 2^e édition, 1989.

- TONIOLO, Gianni, *Central Bank Cooperation at the Bank of International Settlements, 1930-1973*, New York, Cambridge University Press, 2005.
- TOUSCOZ, Jean, « La coopération internationale et les matières premières exportées par les pays du Tiers Monde : les conditions d'un échange égal », *Tiers-Monde*, vol. 17, n°66, 1976, p. 539-560.
- TOYE, John et TOYE, Richard, *The U. N. and Global Political Economy: Trade, Development Economics*, Bloomington, Indiana University Press, 2^e édition, 2004.
- VALLUIS, Bernard, « Sécurité alimentaire : pour des stocks de réserve », FARM (Fondation pour l'agriculture et la ruralité dans le monde, reconnue d'utilité publique), *Point de vue n°1*, avril 2013, p. 1-33.
- VAN DER WEE, Herman, *Histoire économique mondiale, 1945-1990*, Louvain-la-Neuve, Academia Duculot, 1990.
- VIDAL, Jean-François, *Les Fluctuations internationales de 1890 à nos jours*, Paris, Économica, 1989.
- WALLACE, Helen, POLLACK, Mark A., YOUNG, Alasdair R., *Policy-Making in the European Union*, Oxford, Oxford University Press, 2015.
- WARLOUZET, Laurent, *Le Choix de la CEE par la France. L'Europe économique en débat de Mendès France à de Gaulle (1955-1969)*, Paris, CHEFF, 2011.
- WERTH, Nicolas, *Histoire de l'Union soviétique de Khrouchtchev à Gorbatchev*, Paris, PUF, coll. « QSJ » n°3038, 1995.
- WESTAD, Odd Arne, *The Global Cold War: Third World Interventions and the Making of Our Times*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005.
- WILKINS, Mira, *The History of Foreign Investment in the United States to 1914*, Cambridge, Harvard University Press, 1989.
- WILKINS, Mira, *The Maturing of Multinational Enterprise: American Business Abroad from 1914 to 1970*, Cambridge, Harvard University Press, coll. « Harvard Studies in Business History », n° 27, 1974.
- WOOD, John, *A History of Central Banking in Great Britain and the United States*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005.
- WOOLCOCK, Stephen, « European Union Policy towards Free Trade Agreements », Bruxelles, ECIPE, « Working Paper », n°03, 2007, p. 1-15.
- YEAGER, Leland B., *International Monetary Relations*, New York, Harper and Row Publishers, University of Virginia, 1966.
- YOUNG, Alasdair R., « Extending European Cooperation. The adaptation of European Foreign Economic policy; from Rome to Seattle », *Journal of Common Market Studies*, vol. 38, n°1, 2000, p. 93-116.
- ZEILER, Thomas W., *American Trade and Power in the 1960s*, New York, Columbia University Press, 1992.
- ZIMMERMANN, Hubert, *Money and Security: Troops, Monetary Policy, and West Germany's Relations with the United States and Britain, 1950-1971*, New York, Cambridge University Press, 2004.

INDEX DES NOMS DE PERSONNES

A

Ackley, Gardner 284.
 Anderson, Robert B. 38, 58, 59, 67, 68, 120.
 Ansiaux, Hubert 139.

B

Baird, Julian 38.
 Ball, George 48, 92, 100, 131, 148, 175, 219, 221, 226, 227, 233.
 Bauer, Peter 290.
 Beyen, Johan Willem 168.
 Blessing, Karl 130.
 Bobba, François 120, 121, 154.
 Brentano, Heinrich von 100
 Bridge, Roy 66.
 Brunner, Karl 290.
 Bush, George W. Jr. 46.

C

Campos, Roberto 200.
 Castro, Fidel 57, 215, 270
 Churchill, Winston 54.
 Connally, John 147.
 Cromer (Lord) 164.

D

Dillon, Douglas 31, 49-51, 57, 70, 81, 87, 111, 119, 120, 127, 132, 138, 144, 147, 152, 153, 173, 185, 222, 226, 268, 271, 280, 284, 285, 288.
 Dowling, Walter C. 101.

E

Eisenhower, Dwight D. *passim*.
 Erhard, Ludwig 130, 238, 245.
 Etsel, Franz 130.

F

Freeman, Orville L. 53, 226.
 Friedman, Milton 112, 283, 285, 286, 287, 289
 Furtado, Celso 201.

G

Galbraith, John K. 52, 53, 269, 284.
 Gaulle, Charles de 132, 147, 157, 158, 160, 164, 170, 184, 185, 232, 234-239.
 Getz-Wold, Knut 183.
 Giscard d'Estaing, Valéry 132, 146, 149.
 Goldwater, Barry 287, 288.
 Grewe, Wilhelm 130.
 Guderman, Edward 112, 289.
 Guindey, Guillaume 63.

H

Haberler, Gottfried 197, 200-204, 206-209, 211, 214, 215, 228, 229, 243, 244, 250, 289, 290.
 Hallstein, Walter 91, 108, 210, 222.
 Hansen, Alvin H. 37.
 Hayek, Friedrich A. von 284.
 Hayes, Alfred 43, 68.
 Heckscher, Eli 201.
 Heller, Walter W. 51, 53-55, 98, 99, 138-141, 146, 148, 174, 176, 177, 284.

Hicks, John R. 37.

Hijzen, Theodorus 246.

Ho Chi-Minh 215.

Hodges, Luther H. 79, 95, 104, 134.

Hoffman, Paul 168.

J

Jacobson, Per 142, 143.

Johnson, Lyndon B. 274.

K

Kaysen, Carl 160.

Kennedy, John F. *passim*.

Keynes, John Maynard 53-55, 112, 119, 140, 148, 149, 174, 177, 182, 201, 207, 256.

Khrouchtchev, Nikita 13, 20, 44-48, 57, 103, 107, 108, 285.

Killingworth, Charles 174.

Kristensen, Thorkil 158.

L

Lacharrière, Guy de 196, 253.

Lal, Deepak 290.

Lumumba, Patrice 102.

M

MacArthur, Douglas 220, 234.

MacMillan, Harold 219.

Marjolin, Robert 24, 124, 127, 150-152, 154-157, 160, 164, 167, 168, 172, 239, 246.

Maudling, Reginald 150, 153, 154.

McChesney Martin, William 51, 147, 157.

Meade, James 201.

Monnet, Jean 135, 155-157, 159, 235.

Myrdal, Gunnar 174.

N

Nathan, Robert R. 174.

Nixon, Richard 14, 51, 59, 62, 129, 147, 287, 289

O

Ohlin, Bertil 201.

Okun, Arthur 284.

P

Parsons, Maurice 156.

Patinkin (Don) 37.

Petersen, Howard 231.

Pompidou, Georges 132.

Porter, Paul R. 103.

Prebisch, Raúl 203, 204, 254, 256, 265, 282, 290, 291.

Posthuma, Suardus 150, 151, 153, 154.

Preti, Luigi 245.

R

Reagan, Ronald 287-289, 291.

Reuss, Henry S. 57.

Ricardo, David 200.

Rockefeller, Nelson 75.

Roosa, Robert V. 51, 58, 129, 130, 143, 147, 148, 151, 153, 162, 164.

Roosevelt, Franklin D. 21, 46, 55, 56, 174, 296.

Rostow, Walt 24, 47, 237, 242, 265, 266, 282, 290.

Royer, Jean 217.

Rueff, Jacques 159.

Rusk, Dean 103, 219.

S

Samuelson, Paul A. 38, 201.

Schlesinger, Arthur M. Jr. 145-147, 149, 173, 185.

Schweitzer, Pierre-Paul 161.

Sharp, Mitchell 262.

Singer, Paul 256, 290, 291.

Smith, Adam 174, 296.

Solow, Robert 112, 284.

Southard, Frank A. Jr. 67.
Spaak, Paul-Henri 171, 219, 234, 235.
Steed, Tom 93.
Sukarno, Achmed 102.

T _____
Tinbergen, Jan 200, 201.
Tobin, James 112, 145-148, 283, 284.
Triffin, Robert 119, 120, 125, 126, 128, 133,
134, 138, 140, 146, 148, 150, 151, 157, 164.
Truman, Harry 97, 98, 190.
Tuthill, John Wills 174, 245.

V _____
Van der Lee, Jacob Jan 210.
Van Lennep, Emile 151.
Viaud, Maurice 253.

W _____
Weidenbaum, Murray 283.
Willis, George H. 31, 42, 49, 61, 66, 100, 129.
Wilson, Woodrow 21.
Wyndham White, Eric (Sir) 193.

INDEX DES ORGANISATIONS MULTILATÉRALES
(INTERNATIONALES ET RÉGIONALES)
ET DES INSTITUTIONS NATIONALES

A _____

- Accord monétaire européen (AME) 125, 156, 158, 161.
Agence internationale de développement (AID) (EU) 9, 12, 75, 253, 259, 261, 272, 273.
Association européenne de libre-échange (AELE) 92, 219, 231, 252.

B _____

- Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (AIIB) 9, 293.
Banque d'Angleterre 66, 67, 164.
Banque d'Italie 71.
Banque de Belgique 139.
Banque de développement interaméricaine 105.
Banque de France 66, 68, 119, 132, 145, 185.
Banque de Norvège 183.
Banque des règlements internationaux (BIS) 9, 63, 117, 139, 279, 286.
Banque Export-Import (EU) 105, 274.
Banque fédérale de réserve (Réserve fédérale) (EU) 51, 53, 183, 286.
Banque fédérale de réserve de New York 42, 68, 82, 147, 158.
Banque internationale de reconstruction et de développement (BIRD) 9, 12, 19, 100, 105, 153, 251.

Banque mondiale 12, 32, 52, 55, 100, 197, 204, 294.

BRICS 293.

Bureau du Budget (EU) 43, 44, 102, 104, 165, 179, 191, 272.

C _____

- Comité d'action de Jean Monnet 155, 159.
Comité de l'agriculture (OMC) 199.
Comité de la politique économique (OCDE) 162, 170.
Comité des gouverneurs des Banques centrales des pays membres (CEE) 143, 152, 153.
Comité des négociations tarifaires (GATT) 230.
Comité du cabinet sur la balance des paiements (EU) 273.
Comité monétaire (CEE) 126, 127, 137, 150, 151, 159, 160.
Commission européenne (CEE) 9, 24, 91, 92, 108, 118, 120, 125-127, 135, 143, 150-155, 159, 164, 171, 172, 178, 185, 197, 210, 237, 239, 245, 246, 252, 254, 263, 269, 270.
Commission économique pour l'Afrique (ONU) 213.
Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL) (ONU) 9, 283.

- Commonwealth 34, 97, 171, 194, 195, 205, 211, 213, 220, 221, 233-235, 238, 239, 246, 247.
- Communauté économique européenne (CEE) 9, 12, 13, 16, 17, 19, 20, 23, 32, 34, 48, 49, 79, 91-93, 95-97, 108, 113, 118-122, 123-129, 132, 134, 135, 137, 138, 142, 145, 150-154, 156-160, 162, 164-167, 169, 171-173, 177, 180, 182, 184, 190, 193, 194, 198, 200, 203, 205-213, 217-223, 226-233, 235-239, 241, 244, 246, 247, 249-252, 254, 255, 263, 265, 275-277, 282.
- Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) 9, 12, 161, 167, 168, 220, 237.
- Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED) 9, 12, 23, 197, 200, 203, 207, 242, 249-257, 265, 276, 277, 282.
- Conseil des ministres (OCDE) 175.
- Conseil des ministres des Finances (CEE) 126, 159.
- Council of Economic Advisers (CEA) (EU) 9, 51, 53, 54, 99, 112, 128, 138, 140, 141, 144-149, 151, 161, 164, 176, 269, 272, 283.
- Council on Foreign Economic Policy (EU) 105.
- D** _____
- Département d'Etat (EU) 48, 75, 92, 100, 105, 156, 161, 170, 175, 212, 214, 219-224, 226-228, 232, 236, 241, 242, 257, 259, 272.
- Département de l'Agriculture (EU) 96, 274.
- Département du Commerce (EU) 20, 78, 79, 81, 82, 95, 103, 134, 175, 220, 221, 225, 257-259, 261, 266.
- Département du Travail (EU) 213-215, 259.
- Département du Trésor (EU) 30, 32, 38, 41, 42, 49-51, 61, 62, 64, 65, 67, 69-72, 77-79, 81, 83, 85-88, 91-95, 98-100, 105, 112, 119, 120, 122, 123, 125-127, 129-132, 134, 138, 140, 141, 143-145, 147-149, 152, 156-158, 160-164, 176, 183, 185, 222, 227, 228, 261, 266, 268-274, 280, 283, 285, 286, 288, 289, 295.
- Development Assistance Group (DAG) 9, 32, 100, 101, 276, 277, 282.
- Development Loan Fund (DLF) 9, 32, 105, 106.
- Direction générale de l'économie et des finances de la Commission européenne DG II (CEE) 24, 120, 121, 123-126, 128, 133-135, 138, 142, 171.
- Direction générale des Affaires générales (étrangères) de la Commission européenne DG I (CEE) 24.
- E** _____
- États africains et malgache associés (EAMA) 9, 194, 205, 208, 240, 241, 252.
- European Cooperation Administration (ECA) 9, 168.
- F** _____
- Fonds de développement pour les pays européens sous-développés (OCDE) 157.
- Fonds européen de développement (FED) (CEE) 9, 190, 276, 277, 282.
- Fonds européen de réserve (CEE) 135, 155.
- Fonds monétaire international (FMI) 9, 12, 17, 19, 20, 23, 27, 52, 58, 63-65, 68, 69, 72, 77, 105, 113, 117, 119, 120, 125-127, 129, 135, 137-145, 147, 149-151, 153-161, 163, 164, 169, 173, 184, 185, 197, 202, 204, 207, 208, 251, 257, 275-280, 288, 290, 291, 293, 296.
- Food and Agriculture Organization (FAO) 9, 12, 190, 251, 263, 276, 277.
- G** _____
- General Agreement on Tariffs and Trade (GATT) 9, 12, 17, 19, 23, 32, 48, 58, 91, 92, 96, 113, 120, 145, 167, 168, 189-191, 193, 194-199, 200-202, 206-209, 213-219, 223, 224, 226, 227-229, 231, 232, 237-240, 243, 244-247, 249, 251, 252, 254-256, 261, 264-266, 275-277, 279, 280, 282, 289-291.
- Groupe des Dix (G10) (FMI) 20, 117, 142, 145, 160, 163, 164, 184, 277, 279.

I _____

International Cooperation Administration (ICA) (EU) 9, 775, 76, 105, 196.

International Development Association (IDA) 9, 32, 100, 105.

M _____

Marché commun (CEE) 79, 92, 93, 96, 143, 151, 152, 157, 160, 166, 168, 170, 172, 194, 208, 211, 217-223, 232, 234, 243, 235-238, 245, 251, 295.

N _____

National Advisory Council (EU) 44.

National Security Council (EU) 105, 235.

O _____

Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) 9, 12, 17, 23, 35, 52, 58, 100, 101, 111, 113, 117, 118, 140, 141, 151, 154, 155, 157, 158, 161-166, 169-185, 193, 244, 252, 260, 274-277, 279, 280, 281, 288, 289.

Organisation des Nations Unies (ONU) 9, 12, 17, 19, 23, 34, 35, 58, 102, 103, 113, 145, 190, 196, 207, 213, 245, 247, 249, 250, 252, 253, 262, 275-277, 281, 283, 292, 296.

Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) 9, 12, 17, 35, 50, 58, 89, 101, 102, 145, 170, 171, 220, 234-236, 239, 270, 275-277.

Organisation européenne de coopération économique (OECE) 9, 12, 32, 52, 165, 166-170.

Organisation internationale du commerce (OIC) 9, 19, 255, 256.

Organisation mondiale du commerce (OMC) 9, 195-197, 199, 200, 209, 229, 231, 251, 253, 292, 293, 295, 296.

P _____

Pays et territoires d'outre-mer (PTOM) 9, 13, 194, 205, 208-210, 221.

Programme alimentaire mondial (PAM) 9, 190, 276, 277.

U _____

Union de l'Europe occidentale (UEO) 9, 238.

Union européenne (UE) 9, 12, 13, 292, 295, 296.

Union européenne de réserve (UER) 9, 156-158.

Union européenne des paiements (UEP) 9, 156, 157, 161.

W _____

Working Party-3 (WP-3) (OCDE) 117, 151, 155, 162, 171.

REMERCIEMENTS

Cet ouvrage se situe dans le prolongement de celui intitulé : *Histoire du multilatéralisme. L'utopie du siècle américain de 1918 à nos jours*, paru aux PUPS en 2014.

Je voudrais ici renouveler l'expression de ma reconnaissance à Dominique Barjot, garant de l'habilitation de recherches. Et remercier aussi le laboratoire CICC (devenu AGORA) de l'université de Cergy-Pontoise ainsi que le Conseil scientifique, pour m'avoir octroyé un congé de recherches. Ce congé m'a permis de commencer la rédaction de cet ouvrage.

Ici, je souhaite remercier le jury de la soutenance de l'habilitation à diriger les recherches, pour ses remarques et pour le fructueux débat, Dominique Barjot, Bouda Etemad, Olivier Forcade, Michel Margairaz, René Leboutte et Samir Saul. Et tout particulièrement Olivier Forcade, responsable des Presses de l'Université Paris-Sorbonne, pour avoir proposé de publier ce manuscrit dans le sillage du premier tome sur l'histoire du multilatéralisme. Je voudrais aussi remercier spécialement Samir Saul pour m'avoir invitée au département d'Histoire de l'université de Montréal de janvier à juin 2018.

Ce travail, je dois le reconnaître, s'est identifié à une véritable ascension de l'Everest...

LISTE DES GRAPHIQUES, SCHÉMAS ET TABLEAUX

GRAPHIQUES

| | |
|--|-----|
| Graphique 1. Les réserves d'or et les obligations extérieures des États-Unis de 1951 à 1976 (en milliards de dollars) | 36 |
| Graphique 2. Les prix de l'or nominal et réel de 1934 à 1973 (en dollars, à 35 dollars l'once d'or depuis 1934) | 39 |
| Graphique 3. Les réserves d'or américaines de 1951 à 1976 (en millions de dollars) .. | 60 |
| Graphique 4. Évolution des prix des produits primaires (ou tropicaux) de 1960 à 1965 (en centimes de dollars la livre, c/lb) | 243 |

SCHÉMAS

| | |
|--|-----|
| Schéma 1. Modèle du multilatéralisme (de 1945 à nos jours) | 12 |
| Schéma 2. Nouvelle organisation multilatérale liée au déficit de la balance des paiements américaine (1958-1963) | 276 |

TABLEAUX

| | |
|---|----|
| Tableau 1. Le modèle d'études pour une histoire multilatérale | 18 |
| Tableau 2. Aspects de la balance des paiements américaine selon la directive d'Eisenhower du 17 novembre 1960 (en milliards de dollars) | 34 |
| Tableau 3. Taux d'inflation annuel aux États-Unis | 37 |
| Tableau 4. Production d'or des États-Unis et du monde (non compris l'URSS) (en millions de dollars, à 35 dollars l'once d'or) | 39 |
| Tableau 5. Le déficit de la balance des paiements des États-Unis et les réserves d'or (en millions de dollars) | 60 |
| Tableau 6. Solde commercial (Exportations en biens et services - Importations en biens et services), sorties de capitaux privés et publics et sorties d'or des États-Unis (en milliards de dollars) | 62 |
| Tableau 7. Ventes d'or des États-Unis aux pays européens (en millions de dollars) | 65 |
| Tableau 8. Récapitulatif du prix de l'or sur le marché à Londres d'octobre 1960 à février 1961 | 68 |

| | |
|---|-----|
| Tableau 9. Retours des investissements et sorties de capitaux, de 1956 à 1960 (en millions de dollars) | 77 |
| Tableau 10. Les investissements directs (ID) des entreprises des États-Unis de 1950 à 1959 sur la base de 1948 (en millions de dollars) | 83 |
| Tableau 11. Les bénéfices non-distribués des investissements directs des compagnies américaines à l'extérieur par zone géographique et par industrie pour l'année 1959 (en millions de dollars)..... | 84 |
| Tableau 12. Taux d'intérêt du dollar (en pourcentage) | 87 |
| Tableau 13. Exportations et importations des biens et services des États-Unis (en millions de dollars) | 90 |
| Tableau 14. Évolution des taux d'escompte en 1960 et rendement des bons du Trésor (octobre 1960) | 123 |
| Tableau 15. Réserves d'or et dettes à court terme des États-Unis (situation en fin de période) (en milliards de dollars) | 133 |
| Tableau 16. Taux de croissance du Produit national brut (PNB) par an et par habitant de 1950 à 1960 (en pourcentage)..... | 181 |
| Tableau 17. Exportations par produit en provenance de l'ensemble des pays en voie de développement vers la CEE, la Grande-Bretagne, les États-Unis et l'URSS de 1958 à 1960 (en valeur 1000 dollars)..... | 198 |
| Tableau 18. Les fluctuations des prix des produits de base (1953 =100) | 204 |
| Tableau 19. Les droits de douane d'importation les plus élevés en 1957..... | 205 |
| Tableau 20. « Liste comprenant les produits pour lesquels il est proposé que le niveau au TEC soit réduit de 50% » en 1961 | 211 |
| Tableau 21. Exportations et importations (totales et par produit) des États-Unis vers et en provenance de l'Europe de l'Ouest de 1960 à 1962 d'après le département du Commerce des États-Unis en 1961 (en millions de dollars) | 225 |
| Tableau 22. Balances commerciales comparées des échanges des pays en voie de développement (PVD) de 1953 à 1963 (en millions de dollars) | 240 |
| Tableau 23. La dette des pays en développement et l'aide économique occidentale de 1956 à 1961 (en millions de dollars)..... | 241 |
| Tableau 24. La balance des paiements américaine de 1960 à 1963 (y compris novembre et décembre)..... | 268 |

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|-----------------------------|---|
| Liste des abréviations..... | 9 |
|-----------------------------|---|

INTRODUCTION

| | |
|---|----|
| Une histoire du multilatéralisme | 11 |
| Le prisme de la balance des paiements américaine..... | 11 |
| Une méthodologie adaptée à l'histoire du multilatéralisme..... | 17 |
| Les trois partenaires du « monde libre » multilatéral : les enjeux du multilatéralisme | 22 |

PREMIÈRE PARTIE

LES ÉTATS-UNIS ET LE DÉFICIT DE LEUR BALANCE DES PAIEMENTS : UN DANGER ? (1958-1961)

CHAPITRE I

| | |
|--|----|
| Résoudre ou non le déficit de la balance des paiements américaine ? | 29 |
| La dramatisation du déficit | 29 |
| Les causes du déficit présentées par Eisenhower | 29 |
| Le difficile partage du fardeau avec les pays alliés..... | 31 |
| Le bilan présenté par Eisenhower | 33 |
| Le choix d'une « discipline monétaire »..... | 40 |
| Un « équilibre raisonnable de la balance des paiements » | 41 |
| Restaurer la confiance des marchés financiers..... | 41 |
| Réorganiser la politique économique extérieure des États-Unis..... | 43 |
| Les dernières mesures transmises à Kennedy | 49 |
| Restaurer la confiance dans le dollar : l'objectif repris par Kennedy | 50 |
| Le discours rassurant sur l'état de la nation du 30 janvier 1961..... | 50 |
| Le discours sur la balance des paiements du 6 février 1961 | 51 |
| Le dilemme de la balance des paiements | 52 |
| Le choix de l'équilibre budgétaire | 56 |

CHAPITRE II

| | |
|---|----|
| De l'or et des dollars | 59 |
| Le dollar en danger | 59 |
| L'équilibre entre les réserves d'or et le solde commercial..... | 59 |
| Dévaluer ou non le dollar ? | 63 |
| Le combat contre le marché de l'or à Londres..... | 66 |

| | |
|--|----|
| Le retour du problème des sorties d'or en été 1961 | 70 |
| Les sorties de capitaux américains : un problème délicat | 73 |
| La remise en cause des faveurs fiscales sous Eisenhower | 74 |
| La suppression des faveurs fiscaux : un succès pour Kennedy? | 80 |
| La question des bénéficiaires non rapatriés au pays | 82 |

CHAPITRE III

Miser sur la relance des exportations et le partage des dépenses publiques

| | |
|--|-----|
| extérieures | 89 |
| La solution des exportations | 90 |
| Utiliser le GATT : l'objectif d'Eisenhower | 91 |
| Les importations du pétrole américain | 93 |
| La réponse de Kennedy avec l' <i>Export Expansion</i> et le <i>Trade Expansion Act</i> | 95 |
| La solution de partage de l'aide au développement | 97 |
| Encourager les prêts à long terme bilatéraux des pays européens | 98 |
| Le discours sur l'aide étrangère de Kennedy le 22 mars 1961 | 102 |
| Comparaison avec l'aide étrangère soviétique | 106 |

324

DEUXIÈME PARTIE

L'EUROPE DE L'OUEST ET LE « DÉFICIT IMPÉRIEUX » DE LA BALANCE DES PAIEMENTS AMÉRICAINE (1961-1963)

CHAPITRE IV

| | |
|--|-----|
| Impliquer la Communauté économique européenne | 119 |
| La prudence de la Commission européenne | 120 |
| Les propositions de la Direction générale des Affaires économiques et financières de la CEE | 120 |
| Les réponses des ministres des Finances des Six et du Comité monétaire de la CEE | 126 |
| Le point de vue de la CEE sur le discours de Kennedy du 6 février 1961 | 127 |
| Les « expédients à court terme » | 129 |
| La réévaluation du deutschemark (mars 1961) | 129 |
| Le remboursement anticipé des dettes aux États-Unis (1962) | 131 |
| Les inquiétudes de la Communauté économique européenne (1962-1963) | 132 |
| La persistance du déficit américain | 133 |
| La solvabilité des États-Unis en question | 134 |

CHAPITRE V

| | |
|--|-----|
| Resserrer la coopération transatlantique au sein du Fonds monétaire international | 137 |
| Le fonds monétaire international doit-il être réformé? | 137 |
| L'éventuel recours des États-Unis au FMI | 138 |
| Augmenter les ressources du FMI en 1961 | 139 |
| La réunion du FMI à Vienne en septembre 1961 | 141 |
| L'internationalisation du déficit américain en 1962 | 144 |

| | |
|---|-----|
| La position réformiste du Council of Economic Advisers | 145 |
| L'offensive du département du Trésor | 147 |
| Une réforme du système monétaire international prévue en 1965 ? | 149 |
| La réunion du Fonds monétaire international le 17 septembre 1962..... | 153 |
| Coopérer avec une Europe monétaire, l'OCDE ou le FMI?..... | 155 |
| L'adhésion des États-Unis à un Fonds de réserve européen ?..... | 155 |
| Le projet d'une Europe monétaire..... | 159 |
| L'entrée en jeu du Working Party-3 de l'OCDE..... | 162 |

CHAPITRE VI

| | |
|--|-----|
| Relancer la croissance économique dans le cadre de l'OCDE | 165 |
| Créer l'OCDE face à la CEE?..... | 165 |
| Les enjeux passés de l'OECE de 1948 à 1960..... | 167 |
| La Communauté atlantique face au plan Fouchet..... | 170 |
| Le danger de la dissolution de la CEE dans l'OCDE..... | 171 |
| Une autre vision de la prospérité..... | 173 |
| « La croissance économique soutenue » fixée à 50 %..... | 173 |
| La compétition économique du « bloc sino-soviétique » | 179 |
| Prendre en compte le déficit de la balance des paiements américaine..... | 182 |

TROISIÈME PARTIE

LA SOLUTION MULTILATÉRALE AU DÉFICIT AMÉRICAIN : LE COMMERCE MONDIAL AVEC L'EUROPE DE L'OUEST ET LE TIERS MONDE (1961-1963)

CHAPITRE VII

| | |
|--|-----|
| La relance des exportations dans le cadre du GATT : les limites du Dillon Round (septembre 1960-juillet 1962) | 193 |
| Les difficiles négociations entre la CEE et les pays en développement (octobre 1960 - mai 1961)..... | 193 |
| Le statut des pays en développement au GATT | 195 |
| Le rapport décisif d'Haberler de 1958 | 197 |
| La première phase du Dillon Round (octobre 1960-mai 1961) | 208 |
| Les protestations des pays en développement | 209 |
| Les négociations entre l'Europe de l'Ouest et les États-Unis (1961)..... | 217 |
| L'offre de baisse linéaire des Six | 217 |
| Les difficultés des États-Unis face aux déceptions des Six et de la Grande-Bretagne..... | 218 |
| La Grande-Bretagne et la CEE dans une même institution régionale économique?..... | 219 |
| Les compromis sur certains produits industriels et agricoles..... | 221 |
| Poursuivre ou interrompre les négociations?..... | 225 |
| La IX ^e réunion du GATT (novembre-décembre 1961)..... | 228 |

CHAPITRE VIII

| | |
|--|-----|
| Équilibrer les relations grâce au futur Kennedy Round (1962-1963)..... | 231 |
| Quelques éléments sur le <i>Trade Expansion Act</i> | 231 |
| Négocier les produits agricoles entre les États-Unis et l'Europe de l'Ouest | 233 |
| Les produits agricoles tempérés et l'adhésion de la Grande-Bretagne à la CEE | 233 |
| La Politique agricole commune et les compromis pour le Kennedy Round | 237 |
| Le partage du fardeau : garder les pays du Tiers Monde dans le GATT (1962-1963) | 239 |
| Le problème des recettes tirées des exportations..... | 239 |
| Une réduction de 50 % des droits de douane?..... | 244 |

CHAPITRE IX

| | |
|--|-----|
| Les mesures commerciales hors du GATT (1962-1963) | 249 |
| La conférence des Nations unies pour le développement et le commerce (1962-1963) : un contrepois au GATT? | 249 |
| Les origines du projet..... | 249 |
| Les stratégies des États-Unis et de la CEE | 251 |
| La version définitive de la Conférence | 253 |
| Les accords mondiaux sur les produits tropicaux : | |
| une « solution politique » des États-Unis | 255 |
| La Charte de La Havane de 1948 | 255 |
| Un moyen de relancer les exportations américaines..... | 256 |
| Deux exemples d'accords mondiaux : le café et le cacao | 262 |
| La réunion du GATT en mai 1963..... | 264 |

CONCLUSION

| | |
|---|-----|
| Un nouveau « monde libre » multilatéral..... | 267 |
| Le bilan de la balance des paiements américaine à la fin de la présidence de John F. Kennedy | 267 |
| Le schéma du système multilatéral construit autour du déficit américain depuis 1960 | 275 |
| La politique économique extérieure des États-Unis à travers le système multilatéral ou une nouvelle diplomatie économique et multilatérale | 278 |
| L'ère du multilatéralisme jusqu'à nos jours..... | 292 |
| Glossaire..... | 295 |
| Sources..... | 297 |
| Bibliographie | 301 |
| Index des noms de personnes | 311 |
| Index des organisations multilatérales (internationales et régionales) et des institutions nationales | 315 |
| Remerciements..... | 319 |
| Liste des graphiques, schémas et tableaux..... | 321 |